

Benjamin Stora

Algérie 1954

une chute au ralenti

1954. L'armée française est défaite à Diên Biên Phù. Les premiers coups de feu retentissent dans les Aurès d'Algérie. Le talent de Benjamin Stora nous fait vivre les dernières heures cruciales de l'Algérie française en un récit âcre et mélancolique, mélange d'immaturité et d'inaccompli pour les Européens d'Algérie, de rage et d'espoir pour les colonisés.

« Après un demi-siècle d'amnésie et d'arrangements avec l'histoire, le temps est proche où, de part et d'autre de la Méditerranée, on osera enfin – comme Benjamin Stora – regarder toutes les vérités en face. »

Le Nouvel Observateur.

Historien et sociologue, Benjamin Stora est professeur d'histoire du Maghreb et de la colonisation française à l'Institut national des langues et civilisations orientales. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, dont *Mitterrand et la guerre d'Algérie* (avec F. Malye, Calmann-Lévy, 2010) et *Le Mystère De Gaulle. Son choix pour l'Algérie* (Robert Laffont, 2009).

éditions de l'aube

7 €

harmonia mundi diffusion livres



Benjamin Stora

Algérie 1954

Présentation de la collection : © Harmonia mundi

l'aube

Benjamin Stora

Algérie 1954

une chute au ralenti



« Par le grand spécialiste français de la guerre d'Algérie. »
Marianne

l'aube
poches

ALGÉRIE 1954

La collection *L'Aube poche essai*
est dirigée par Jean Viard

ALGERIE 1954

© *Le Monde* et éditions de l'Aube, 2011
pour la présente édition
www.aube.lu

ISBN 978-2-8159-0213-7

Benjamin Stora

Algérie 1954

éditions de l'aube

Du même auteur (parmi les plus récents) :

Les trois exils, Juifs d'Algérie, Stock, 2006

Immigrations : L'immigration en France au XX^e siècle (avec Émile Termine), Hachette Littératures, 2007

Les Immigrés algériens en France : une histoire politique, 1912-1962, Hachette Littératures, 2009

Le Mystère De Gaulle. Son choix pour l'Algérie, Robert Laffont, 2009

Mitterrand et la guerre d'Algérie (avec François Malye), Calmann-Lévy, 2010

Lettres, Récits, et Carnets des Français et des Algériens pendant la guerre d'Algérie, éditions Les Arènes, 2010

Le Nationalisme algérien avant 1954, CNRS éditions, 2010

La Guerre des mémoires (avec Thierry Leclère), l'Aube poche, 2011

Chronologie 1954 en Algérie, en France, au Maghreb

16 janvier – René Coty entre en fonction comme président de la République française.

25 janvier – Le sultan du Maroc, Sidi Mohammed Ben Youcef, le futur roi Mohammed V, est transféré de Corse à Madagascar par les autorités françaises.

1^{er} février – L'abbé Pierre lance un appel en faveur des mal-logés en France.

7 février – L'Assemblée algérienne est renouvelée de moitié après deux tours de scrutin.

13 mars – Sous les ordres du général Giap, le Viêt-minh déclenche une attaque massive contre le camp français de Diên Biên Phû en Indochine.

Mars-avril – Création du Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (CRUA), qui entend préparer l'insurrection en Algérie et veut réunifier

les différentes tendances du mouvement indépendantiste algérien.

7 mai – Défaite militaire française à Diên Biên Phù.

20 mai – Francis Lacoste est nommé Résident général au Maroc en remplacement du général Guillaume.

25 mai – Recrudescence des actions armées au Maroc et en Tunisie contre la présence française.

27 mai – Le gouvernement français de Laniel décide l'appel de la classe 1954.

18 juin – En France, Pierre Mendès France devient président du Conseil.

Juin – Formation du Comité des 22, anciens membres de l'Organisation spéciale (OS, branche armée du PPA-MTLD, créée en 1947).

13-15 juillet – Le congrès des partisans de Messali à Hornu (Belgique) consacre la scission du MTLD.

13 juillet – Entretien Ben Bella-Boudiaf en Suisse.

20 juillet – Dissolution du CRUA.

20 juillet – Signature des accords d'armistice à Genève : cessez-le-feu en Indochine.

31 juillet – Dans un discours prononcé à Carthage, Mendès France reconnaît le principe d'autodétermination en Tunisie.

8 août – Tahar Ben Ammar constitue le nouveau gouvernement tunisien qui comprend quatre membres du Néo-Destour.

13-16 août – Congrès des partisans du Comité central (« centralistes »), opposé à Messali Hadj.

Août – Accord entre le « Comité des 22 » et la Wilaya de Kabylie dirigée par Krim Belkacem.

5 septembre – Ouverture des négociations franco-tunisiennes à Tunis.

9 octobre – Évacuation de Hanoi par les troupes françaises.

16-22 octobre – Voyage de François Mitterrand, ministre de l'Intérieur, en Algérie.

1^{er} novembre : Le CRUA se transforme en Front de libération nationale (FLN). La guerre commence en Algérie.

5 novembre : Le MTLD est dissous par les autorités françaises. Arrestation de nombreux dirigeants du PPA-MTLD.

9 novembre – Le PCF condamne l'action armée du FLN, mais se prononce pour « la reconnaissance des droits du peuple algérien ».

12 novembre – Pierre Mendès France fait une déclaration très ferme sur l'Algérie annonçant « une répression sans faiblesse car elle est sans injustice ».

22 novembre – Accord franco-tunisien pour l'arrêt de la lutte armée. Le gouvernement tunisien et le Résident général en Tunisie invitent les « fellaghas » à remettre leurs armes aux autorités françaises et tunisiennes.

- 3 décembre – Proclamation par Messali Hadj de la création du Mouvement national algérien (MNA).
10 décembre – Débat à l'Assemblée sur la politique française en Afrique du Nord. Envoi de renforts militaires français en Algérie.

Introduction

Une chute au ralenti

En novembre 1954, la France, officiellement, est en paix. Le mois précédent, Paris se faisait l'écho de cette Algérie tranquille. François Mitterrand, ministre de l'Intérieur, déclare, lors d'une visite à Alger le 26 octobre 1954 : « L'Algérie est calme. » Les lieux magnifiques, des montagnes de Kabylie au désert saharien, les personnages hauts en couleurs, des administrateurs coloniaux aux commerçants prospères, semblent à leur place, mais c'est un leurre. De l'autre côté de la Méditerranée, « l'Algérie calme » de François Mitterrand a de nombreuses raisons de basculer. L'Algérie se trouve au centre d'un empire qui va mal. Le seul point fixe est précisément cette effervescence à partir de laquelle tout s'ordonne.

La crise de l'Empire colonial

La seconde guerre mondiale a profondément ébranlé l'édifice colonial. La France, vaincue en juin 1940, est fragilisée aux yeux des peuples colonisés. Elle a bien du mal à résister à la propagande des courants nationalistes soutenus, directement ou indirectement, par les États-Unis et l'Union soviétique. Au risque de disparaître, l'Empire français doit se renouveler. Là est le sens de la conférence de Brazzaville (30 janvier-8 février 1944), décidée par le général de Gaulle, et qui rassemble des hauts fonctionnaires coloniaux d'AOF et d'AEF. Pour la première fois dans l'histoire coloniale française, il est question d'«émancipation». Mais, en 1945, en dépit des résolutions nouvelles affichées, la volonté de maintien du *statu quo* dans l'Empire domine. La violente répression intervenue en mai-juin 1945 à Sétif, Guelma et Kherata dans le Constantinois en Algérie, qui fera plusieurs milliers de victimes, traduit bien cette attitude de préservation des intérêts coloniaux.

Dans la Constitution de la République française du 27 octobre 1946, l'expression « Empire français » disparaît pourtant au profit d'une « Union française » qui apparaît, en fait, comme un ultime replâtrage de l'Empire. En 1947, la grande insurrection de Madagascar vient montrer toutes les limites de cette

construction juridique. L'administration française, dans une enquête menée en 1952, établit le chiffre de 11 325 tués sur l'île. La terrible répression à Madagascar est la dernière remise au pas dans l'Empire. En Indochine et, plus tard, en Algérie, en Afrique noire et dans le reste du Maghreb, la France ne réussira plus à vaincre résistances et insurrections qui secouent ses colonies.

En Indochine, le mouvement Viêt-minh, avec son leader Hô Chi Minh, proclame l'indépendance de la République du Viêt-nam le 2 septembre. Après l'échec des pourparlers de Fontainebleau (août-septembre 1946), le bombardement du port de Haiphong (28 novembre) et la riposte du Viêt-minh sur Hanoi (19-20 décembre 1946) sont les premiers signes de la guerre. Pendant sept ans, le corps expéditionnaire français se battra dans un pays accidenté, contre un adversaire déterminé. La guerre d'Indochine s'achève par la défaite militaire française de Diên Biên Phù, le 7 mai 1954 ; les accords de Genève du 21 juillet 1954 consacrent la partition du Viêt-nam et le départ des troupes françaises du pays.

Au Moyen-Orient, à la suite d'une crise grave avec les Britanniques, la France décide, le 9 juillet 1945, d'accéder aux demandes nationalistes en Syrie et au Liban. Elle autorise la constitution d'armées nationales et le transfert aux gouvernements syrien

et libanais des unités militaires de recrutement local. C'est la fin du mandat français sur la Syrie et le Liban décidé à la conférence de San Remo en avril 1920. Au Caire, le 9 décembre 1947, un Comité de libération du Maghreb arabe, sous la présidence de l'émir Abdelkrim qui, dans le Rif marocain, osa défier la présence française dès les années 1920, se forme. Il vise à la coordination des principaux partis nationalistes en Afrique du Nord : le Néo-Destour de Tunisie, animé par Habib Bourguiba ; le parti marocain de l'Istiqlal (« indépendance »), fondé autour de la personnalité du sultan Mohammed V, qui lance le mot d'ordre d'indépendance par son manifeste du 11 janvier 1944, le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), dirigé par Messali Hadj, fondé en 1946.

Quelques jours avant l'insurrection algérienne, le 21 octobre 1954, la France cède ses comptoirs à l'Inde. La présence française, établie depuis la fondation de Pondichéry en 1674, se bornait à cinq comptoirs éparpillés sur les deux côtés de l'Inde : les villes de Pondichéry, Chandernagor, Karikal, Yanaon, et le village de Mahé. Tous les habitants de ces comptoirs étaient citoyens français.

De façon moins spectaculaire, mais profondément, les choses bougent aussi en Afrique noire.

Le nationalisme africain, avec les personnalités de Kwame Nkrumah, Nnamdi Azikiwé, Léopold Sedar Senghor, Félix Houphouët-Boigny, s'exprime à travers la création du Rassemblement démocratique africain (RDA), fondé le 21 octobre 1946, lors d'un congrès à Bamako. Le RDA proteste contre les aspects régressifs de la colonisation française en Afrique.

La fin de l'immobilité

L'histoire coloniale, si étouffante pour les uns, et si joyeuse pour d'autres, va bientôt se raconter à l'imparfait. Un récit âcre et mélancolique, mélange d'immaturité et d'inaccompli pour les Européens d'Algérie, de rage et d'espoir pour les colonisés. L'absence de réformes promises et sans cesse remises, le poids de l'inertie détraquent le présent, transforment chaque action en lente défaite, émoussent les verbes, installent le malaise, la crise arrive. Et cette année 1954, de la défaite de Diên Biên Phû aux premiers coups de feu dans les Aurès, est une longue chute, au ralenti, de l'Empire colonial. Ce mouvement de chute peu perceptible par la classe politique française de l'époque, hormis dans les petits cercles anarchistes ou trotskistes, va progressivement imprimer sa logique à toute la société.

La crise, puis la chute de l'empire colonial : en ce point de gravitation, les six textes de cet ouvrage se disposent pour dire des histoires particulières, chargées d'une énergie palpable et déjà prêtes pour de nouvelles métamorphoses. Le maire d'Alger Jacques Chevallier, porté au pouvoir par les partisans de l'Algérie française, se rapproche déjà des élus musulmans, et finira dans la guerre par reconnaître l'existence d'une Algérie algérienne. Le notable Ferhat Abbas, le « pharmacien » de Sétif, l'homme modéré, deviendra le premier président du gouvernement provisoire de la République algérienne, fondé par le FLN en 1958. Des juifs de Constantine, après le sombre épisode vichyssois, ont renoncé depuis longtemps à leurs origines indigènes, et sont déjà dans le camp de la France, en dépit d'une neutralité affichée. Le leader algérien Krim Belkacem tient le maquis en Kabylie depuis plusieurs années et ne se doute pas d'une guerre si longue, et si cruelle. Des Européens d'Oran vivent leurs derniers moments d'insouciance, et des paysans algériens, qui semblent oubliés de tous, n'imaginent pas leur rôle si important dans le conflit qui s'ouvre...

Il y a bien un avant et un après-1954, la fin d'une immobilité de la société coloniale, enfermée sur elle-même, pétrifiée. Morts, meurtres, folie de la guerre viendront mettre un terme à ce qui n'était déjà plus.

Alger à la veille de la tourmente

Il y a cinquante ans, « Alger la blanche », simple chef-lieu d'un département français de 2,8 millions d'habitants, paraît calme. Pourtant, le fossé social s'est creusé entre Européens et « indigènes », préparant le déclenchement de la guerre, en novembre 1954.

En ce début du mois de juillet 1954, dans la célèbre artère de la rue Michelet, en plein centre d'Alger, les jeunes Européennes portent des robes légères, les marchands de glaces font fortune et les terrasses ne désemplissent pas. Place Clemenceau, surnommée « le Forum », à l'heure de l'anisette, les adolescents discutent – très fort – du film qu'ils ont vu la veille au Rex, au Français ou au Paris : *Touchez pas au grisbi*, du grand Jacques Becker, ou *Sur les quais*, d'Elia Kazan, avec Marlon Brando. Des clients entrent et sortent, s'interpellant bruyamment. Tout juste s'ils remarquent les « indigènes ». De temps à autre, une silhouette revêtue du manteau de laine blanche, tenue traditionnelle

des vieux Algériens, croise celle d'un petit circur portant une lourde caisse en bois.

Alger, en 1954, est d'abord une grande ville « européenne » comptant 315 000 habitants. Elle n'est pas considérée comme une capitale, mais comme le chef-lieu d'un département de 2,8 millions d'habitants, comme bien d'autres chefs-lieux d'une France « une et indivisible », prise dans les mailles d'un strict découpage jacobin. Pourtant, tous, en Algérie, le savent : « Alger la blanche » ne peut pas être ravalée au rang d'une banale ville française. Elle est déjà une capitale par sa majesté, sa beauté.

On peut y arriver par avion, via l'aéroport de Maison-Blanche. Mais on manque le vrai spectacle, celui qu'offre au visiteur extasié, du pont du bateau, l'une des plus belles baies du monde. Vaste tableau abstrait où pointe la Casbah, tel un triangle blanc dirigé vers la mer, la ville émerge, étagée au flanc des coteaux couronnés de verdure. En voiture, en passant par le front de mer, on monte jusqu'à la basilique Notre-Dame d'Afrique. De là, on domine la vallée des Consuls, Saint-Eugène et la Méditerranée, dans l'odeur prenante des pins et des cyprès.

En cet été 1954, Alger est calme, après la fureur et la désolation de Diên Biên Phû, en Indochine. Les pourparlers que veut entamer le nouveau

président du conseil, Pierre Mendès France, pour l'autonomie de la Tunisie inquiètent la population européenne, et rassurent les plus « libéraux » d'entre eux. Mais qui peut imaginer l'« abandon » d'une Algérie, française depuis plus d'un siècle ? Certes, les inégalités, juridiques et sociales, restent pesantes. L'Algérie compte 922 000 Européens et 7 860 000 musulmans. Ces derniers sont donc huit fois plus nombreux dans cette « autre France ». Pourtant, à la nouvelle Assemblée algérienne, la moitié des délégués sont élus par un premier collège (464 000 électeurs de statut français et 58 000 Algériens musulmans), l'autre moitié par un second (1 300 000 Algériens musulmans). Ce qui fait dire à l'historien Gilbert Meynier : « Un Algérien ne vaut que le neuvième d'un électeur français. »

L'implantation française est visible au quotidien, ne serait-ce qu'à travers l'architecture coloniale, dont la grande poste d'Alger offre le plus bel exemple. Sur les places des différents quartiers, comme ailleurs dans le pays, les églises font face à la mairie et à l'école, où se lit la devise républicaine : « Liberté, égalité, fraternité ». Et, à Alger, comme à Paris, l'élite citadine, en majorité européenne, se passionne, cette année-là, pour le dernier prix Goncourt, *Les Mandarins*, de Simone de Beauvoir. Les Algérois s'intéressent aussi, bien sûr, à Albert Camus, qui

vient de publier une longue prose hantée d'éblouissements et d'inquiétudes, *L'Été*. Des spectateurs au théâtre découvrent, ébahis, la pièce de Molière, *Don Juan*, traduite en langue arabe, mise en scène par Mahieddine Bacharzi et jouée à l'Opéra d'Alger !

Littérature, cinéma, théâtre : Alger est bien la capitale de l'Algérie. N'a-t-elle pas été aussi, brièvement, celle de... la France ? Plus exactement, à partir de 1943, celle de la France libre. Le général de Gaulle est arrivé le 30 mai 1943 ; c'est là que, en novembre de la même année, il a constitué le Comité français de libération nationale (CFLN), véritable gouvernement provisoire de la France non occupée, et une assemblée consultative nommée, qui regagnera Paris en août 1944. Passant outre l'opposition de certains Français d'Algérie, qui dénonçaient, déjà, sa « politique d'abandon », de Gaulle a alors signé, à Alger, le 7 mars 1944, une ordonnance ouvrant aux musulmans l'accès à tous les emplois civils et militaires, élargissant leur représentation dans les assemblées locales (du tiers aux deux cinquièmes) et abolissant les mesures d'exception.

Une longue histoire a modelé la ville, ou plutôt « les » villes : l'Alger arabe, l'Alger turque et l'Alger française. C'est au x^e siècle qu'Ibn Ziri fonde une ville nouvelle appelée El-Djezaïr. Au début du xvi^e siècle, les Espagnols ayant pris la citadelle, les

frères Barberousse délivrent la ville. L'ainé, Aroudj, s'y installe, tandis que son frère, Kheir El-Eddine, se fait reconnaître chef de la régence d'Alger par Constantinople. La vieille Alger turque survit encore dans la Casbah surpeuplée, située à 118 mètres au-dessus du niveau de la mer. Ses lacis de ruelles, d'escaliers et d'impasses où les voitures n'ont pas accès sont parcourus par un mouvement incessant de mulets chargés de couffins se frayant péniblement un chemin entre les marchands ambulants et les femmes voilées du haïk blanc (celui de Constantine est noir) qui masque le visage, ne laissant voir que les yeux.

La période coloniale va agir par dissolution de la ville traditionnelle, ou conservation, ou superposition de la ville moderne. L'Alger française s'est faite au jour le jour, au hasard des besoins et des spéculations. De sorte que, dans les années 1950, elle s'étend tout en longueur : constructions presque ininterrompues sur plus de 16 kilomètres du nord au sud, de la pointe Pescade à Hussein Dey, et même à Maison carrée. Le centre de gravité, qui fut d'abord la place du Gouvernement, s'est déplacé peu à peu pour se fixer boulevard Laferrière.

Le poids d'Alger dans la vie économique de la colonie se mesure avec précision par son port, où transitent les marchandises en provenance ou à

destination de l'intérieur du pays. La ville, centre de commandement de l'Algérie commerciale, est le siège des sociétés industrielles et financières les plus importantes. C'est, en 1954, la première place pour le commerce des vins, des céréales, du tabac, des primeurs, des cuirs et des peaux, des tissus, des bois. Son industrie occupe plus de 20 000 ouvriers.

En 1950, les Français d'Algérie représentent près de 60 % de la population de la ville. Mais Alger se caractérise aussi par une distribution des groupes ethniques en quartiers distincts: Italiens de la Marine, Espagnols de Bab El-Oued, juifs des rues de la Lyre, Randon et Marengo, musulmans de la Casbah et du Hamma, tandis que la population de «souche française» est plutôt concentrée autour de l'artère principale, la rue d'Isly, prolongée par la rue Michelet. Mais, sur tous les marchés, les mêmes vendeurs d'oranges, de citrons, de dattes, de feuilles de menthe vantent leurs marchandises à grands cris. Partout, le fumet du pain chaud ou des épices se mêle à l'arôme du café fraîchement torréfié et au fort relent des poissonneries, dans une agitation bruyante et colorée.

Dans cette ville sous présence française depuis plus d'un siècle, des liens forts se sont tissés entre la population venue d'Europe, les Français bien sûr, mais aussi les Espagnols, Portugais, Turcs, Italiens,

Grecs..., sans parler des communautés juives, installées dans le pays des siècles avant la conquête française. Tous partagent le même soleil, les mêmes jeux, les mêmes espoirs d'une vie meilleure, et, pour certains, les mêmes bancs d'école. À la longue, un contact s'est construit entre tous les univers communitaires, et plusieurs générations ont cohabité, tant bien que mal.

Mais le fossé social s'est creusé. Les Européens qui grandissent ne voient pas toujours leurs «voisins» arabes, allant quelquefois pieds nus, ou obligés d'abandonner leurs études. Au début des années 1950, un flot de ruraux est venu progressivement se fixer dans la périphérie de la capitale. Un processus de «bidonvillisation» est largement amorcé. À travers ce nouveau processus urbain se devinent la ruine des solidarités, des modèles traditionnels et des habitudes mentales, la chute d'une paysannerie dans le sous-prolétariat, sous-prolétariat rural encore inavoué qui campe aux portes des villes. La ville est certes un lieu où l'on vient chercher du travail, mais aussi le creuset de nouvelles valeurs. Par la ville, les ruraux transplantés accèdent à une compréhension du politique en découvrant une nouvelle organisation sociale de production, la création et la distribution différentes de richesses. Ces éléments concourent à déplacer le centre de gravité des luttes politiques de

la campagne vers la ville, place forte de l'administration coloniale, qui, par son caractère centralisateur, est le passage obligé de toute promotion sociale. Alger devient ainsi le lieu d'élaboration de nouvelles stratégies politiques, et les militants indépendantistes y sont fort nombreux. D'autant qu'une violence latente s'y développe. Les « Algériens musulmans » qui affluent concurrencent les salariés européens, dont les salaires sont plus élevés. Cette concurrence et l'existence d'une immense armée constituée par les expropriés algériens de la terre aggravent le conflit entre les deux communautés. À partir de cette question sociale, la fiction d'un « couple uni » entre « Européens » et « Algériens musulmans » éclate.

Cette situation inquiète le maire, Jacques Chevallier, qui explique en 1954 : « En 1938, la population musulmane vivant dans les bidonvilles de l'agglomération algéroise ne dépassait pas 4 800 personnes ; il y en avait 125 000, soit 25 fois plus, en 1953-1954. Dans la seule ville d'Alger, ses faubourgs étant exclus, 120 bidonvilles, comme une lèpre grandissante sur tout terrain disponible, voyaient s'entasser quelque 80 000 musulmans dans des conditions de vie invraisemblables, alors que la Casbah, elle aussi surpeuplée, entassait dans ses 20 hectares 70 000 habitants, battant les records mondiaux de densité humaine. »

Jacques Chevallier sait que toutes les inégalités sociales peuvent provoquer de dangereuses manifestations d'indépendantisme. Il est l'une des figures principales du monde européen à Alger, et sa trajectoire illustre bien cette partie de la société coloniale, libérale, travaillée par la séparation entre communautés et la nécessité de trouver un espace mixte, tourmentée par l'inégalité juridique vécue par les « indigènes algériens » depuis les débuts de la conquête française, et vivant dans l'attente de la contradiction et l'incertitude.

Étonnant parcours que celui de Jacques Chevallier, homme de bonne famille, adepte fervent de l'Algérie française par anticommunisme, puis adoptant la posture du « libéral », juste avant et pendant la guerre d'indépendance algérienne, pour finir sa vie comme citoyen algérien dans l'Algérie indépendante, dans cette terre qu'il aimait tant. Jacques Chevallier n'est pourtant pas né en Algérie mais le 15 novembre 1911 à Bordeaux. Son père, Étienne Chevallier, était industriel et disposait de domaines en Algérie ; sa mère était née Corinne de la Bedoyère Huchet de Kernion. Comme d'autres jeunes gens issus de ce milieu très traditionaliste, Jacques Chevallier fait ses études dans divers collèges catholiques, dont Notre-Dame d'Afrique à Alger, et à la faculté d'Alger où il obtient une licence

en droit. Il se marie le 27 décembre 1932 avec Renée Misse dont il aura cinq garçons et deux filles.

Mais une carrière dans les « affaires » ne lui suffit pas, il est pris par le virus de la politique. Il milite, fort logiquement, compte tenu de ces antécédents familiaux, en 1934 aux Volontaires nationaux du colonel de La Rocque, par nationalisme antimarxiste, sans céder à l'antisémitisme plus ou moins feutré qui règne à la Ligue. Gérant de la Société civile du Vieux Bordj et directeur d'une entreprise de tonnellerie, il est maire d'El Biar en 1941 sous le régime du maréchal Pétain, année où le général Weygand le nomme à la commission financière de l'Algérie dont il est le plus jeune membre. Il rompt avec le régime de Pétain, et favorise l'infiltration des troupes américaines dans Alger. Il participe à la Campagne d'Italie, puis devient chef des services de liaison aux États-Unis du contre-espionnage français, se rapproche des milieux gaulistes, et devient ami de Boris Souvarine, ancien compagnon de Lénine mais professant avec virulence un anticommunisme militant. En 1945, il est élu au conseil général d'Alger, puis, en novembre 1946, à la première Assemblée nationale de la IV^e République. Il s'oppose au statut de l'Algérie de 1947 dans les colonnes de *L'Écho d'Alger*, en expliquant sa crainte d'une alliance possible entre le nationalisme algérien radical et le communisme stalinien.

Mais le cours politique de sa vie va subir une évolution radicale. Jacques Chevallier n'est pas un grand bourgeois frileux, se repliant dans l'attentisme et la prudence. Il devine l'urgence de la situation sociale et politique. Il voit la prolifération des bidonvilles aux portes d'Alger. Instruit par l'expérience indochinoise, il se montre également sensible à la radicalisation de la jeunesse algérienne touchée par la propagande du PPA-MTLD de Messali Hadj (en 1950, la police française a découvert l'existence d'un réseau de membres du PPA se préparant à l'action armée et rassemblés dans l'Organisation spéciale). En 1951, il cède son siège de député pour siéger à l'Assemblée algérienne où il fait la connaissance d'Abderrahmane Farès, l'un de ses présidents. L'année suivante, il devient président de la Caisse interprofessionnelle d'allocations familiales du département d'Alger qu'il avait fondée en 1941. De janvier 1952 à décembre 1955, il est député indépendant d'Alger et de mars 1953 à mai 1958, il en est maire. C'est à ce moment-là qu'il se rapproche des « élus musulmans », en particulier par l'intermédiaire d'Alexandre Chaulet, qui est dirigeant de la CFTC (le syndicat chrétien) en Algérie. Les deux hommes partagent en commun la même foi pour le catholicisme social (et l'anticommunisme).

Maire d'Alger, Jacques Chevallier a pour adjoint Abderrahmane Kiouane, leader du MTLD, qui rejoindra le FLN ultérieurement. Il se rapproche également de Georges Blachette, «le roi de l'alfa» et «libéral» qui possède le *Journal d'Alger*. En tant que maire, féru d'urbanisme, il fait appel en mai 1953 à Fernand Pouillon qui sera l'architecte de trois cités, de plusieurs centaines de logements chacune, destinées à loger ses administrés musulmans. Dar es Saada (la Cité du bonheur), Dar el Mahyoul (la Cité de la promesse tenue) et Climats de France.

Il est appelé par Pierre Mendès France, président du Conseil, pour assurer la fonction de secrétaire d'État aux Forces armées, du 19 juin 1954 au 20 janvier 1955. Il organise en août 1954 une rencontre entre Pierre Mendès France et François Mitterrand, d'une part, et les chefs de l'UDMA, Ferhat Abbas et Ahmed Francis, d'autre part. Le 21 janvier 1955, il devient ministre de la Défense nationale jusqu'en février 1955, moment du renversement du cabinet Mendès France. Pendant la période où Robert Lacoste est ministre résident en Algérie, il entretient des relations avec certains dirigeants du FLN, par souci de préserver l'avenir entre toutes les communautés, se battant pour une «trêve civile» préconisée par Albert Camus. Il est,

à ce moment, de plus en plus détesté par les «ultras» de l'Algérie française.

Dans les manifestations du 13 mai 1958 son nom est conspué par ces mêmes «ultras». Le général Salan décide le 18 mai 1958 de placer, à la mairie d'Alger, une délégation spéciale ayant à sa tête le préfet Girardot, de Sétif. Il convoque Jacques Chevallier pour lui notifier sa décision. Jacques Chevallier est déchargé de son mandat de maire au profit d'une délégation administrative, ce qui le conduit à se retirer de la vie politique et à s'installer à Paris. Il se lance dans la rédaction d'un ouvrage, *Nous Algériens*, plaidoyer en faveur d'une Algérie nouvelle débarrassée des inégalités et des injustices qui frappent la population musulmane. Il écrit : «Aujourd'hui, nous ne colonisons plus, nous ne dominons plus. Le vassal est devenu l'égal du suzerain en vertu même des principes que ce suzerain s'est acharné à lui inculquer, en vertu aussi du mouvement des peuples et de l'évolution générale du monde. Nous ne sommes plus seuls avec derrière nous les autres. Nous sommes tous là sur une même ligne, ensemble les musulmans et nous, pour vivre et pour bâtir avec un égal amour et un intérêt identique sur notre terre commune. Et parce que c'est notre terre commune, nous sommes tous ses habitants, quelles que soient nos origines, nous sommes d'abord des Algériens.»

Au mois de mai 1962, il est l'intermédiaire entre Abderrahmane Farès, président de l'Exécutif provisoire mis en place après les accords d'Évian du 18 mars 1962, et l'OAS, représentée par Jean-Jacques Susini après l'arrestation du général Salan.

Après l'indépendance de l'Algérie en juillet 1962, Jacques Chevallier reste à Alger ; il jouit de la nationalité algérienne et est vice-président du port autonome d'Alger en 1963 et 1964, vice-président de la chambre de commerce d'Alger de 1963 à 1966 et fondateur de la Société pour l'aménagement et l'équipement du tourisme en Algérie. Il meurt d'un cancer à Alger en 1971. Ses obsèques sont célébrées à Notre-Dame du Mont-Carmel à El Biar en présence du cardinal Duval, archevêque d'Alger. De discours pour l'égalité en réunions municipales pour la concorde entre Algériens, c'est la question du processus démocratique et citoyen que Jacques Chevallier tentait de faire prévaloir. Exemple riche et rare en Algérie coloniale d'un engagement qui, malgré sa persévérance et sa foi dans le dialogue intercommunautaire, n'a pas réussi à se faire entendre dans un pays qui glissera vers la guerre.

Jusqu'à l'automne 1954, la presse algéroise, à l'exception de *L'Alger républicain*, présente chaque matin à travers ses lignes une Algérie tranquille, pacifique. Le 2 novembre de la même année, il est

encore question des traditionnelles cérémonies de la Toussaint. Mais ce que lisent les Algérois avec stupeur, c'est un gros titre à la « une » de *L'Écho d'Alger* : « Toute une série d'attentats terroristes ont été commis simultanément dans divers points de l'Algérie. » Alger ne le sait pas encore, mais elle va connaître une guerre longue et cruelle...

Pour en savoir plus :

Alger

Alloula Malek, *Alger photographiée au XIX^e siècle*, éd. Marval, 2001, 172 pages.

Colonna Vincent (dir.), *Alger, ville blanche sur fond noir*, éd. Autrement, 2003, 155 pages.

Deforges Régine, *Alger, ville blanche*, Paris, Fayard, 2002, 549 pages.

Icheboudène Larbi, *Alger, histoire et capitale de destin national*, Alger, éd. Casbah, 1997, 351 pages.

Jordi Jean-Jacques et Planche Jean-Louis (dir.), *Alger 1860-1939, le modèle ambigu du triomphe colonial*, Autrement, 1999, 231 pages.

Jordi Jean-Jacques et Pervillé Guy, *Alger 1940-1962, une ville en guerres*, Autrement, 1999, 261 pages.

Mezali Hocine, *Alger trente-deux siècles d'histoire*, Alger 2000, Enag-Synergie, 2000, 364 pages.

Stora Benjamin, *Histoire de l'Algérie coloniale, 1830-1954*, La Découverte, coll. « Repères », 2001, 128 pages.

Vircondelet Alain, *Alger l'amour*, Paris, Presses de la Renaissance, 1982, 240 pages.

Veillée d'armes en Kabylie

*Un jour sec et froid se lève sur Ighil Imoula,
un bourg de Kabylie accroché aux contreforts
du Djurdjura, le 27 octobre 1954.*

Le garde champêtre, un des rares habitants du village à être « du côté des Français », n'entend pas la ronéo qui tourne à plein régime chez l'épicier Idir Rabah. C'est là qu'est tiré, à plusieurs centaines d'exemplaires, le texte de la proclamation du Front de libération nationale, daté du 1^{er} novembre, appelant à l'insurrection contre la France. Le stencil a été apporté d'Alger et pris en charge à partir de Tizi-Ouzou par des militants.

Le dimanche suivant, 31 octobre 1954, il fait un temps gris sur la montagne kabyle, et Krim Belkacem pense à l'hiver qui s'annonce. Et à ce que les maquisards, ses hommes, vont devenir. À de rares exceptions près, aucun d'entre eux n'a jusqu'ici réellement vécu en clandestin. Vers 10 heures du matin, un messenger emporte six petites lettres griffonnées de

son écriture fine. Le même message, pour les six chefs de région : « Ordre de passer à l'exécution des plans arrêtés ensemble. Début des opérations : cette nuit à partir de une heure du matin. Respecter strictement les consignes : ne tirer sur aucun civil européen ou musulman. Tout dépassement sera sévèrement réprimé. Bonne chance et que Dieu vous aide. Fraternellement, Si Rabah. » « Si Rabah » est le pseudonyme de Krim Belkacem, qui tient le maquis en Kabylie depuis de nombreuses années.

Toute la région est acquise, massivement, aux idées du Parti du peuple algérien (PPA), la principale formation indépendantiste dirigée par Messali Hadj. La seconde guerre mondiale et l'interdiction du PPA en 1939, l'arrestation de ses principaux dirigeants, l'emprisonnement de Messali Hadj au bagné de Lambèse en 1941 n'ont pas entamé l'ardeur combative des montagnards de Kabylie, vieille terre de dissidence contre le pouvoir central.

Depuis leurs bastions montagneux couverts de forêts, les habitants de la Grande et de la Petite Kabylie ont défié successivement Carthage, Rome, Byzance, les cavaliers arabes et la France. On les appelle les Berbères – « Barbares » de l'époque romaine –, eux s'appellent *Imazighen*, « hommes libres ». Leur histoire remonte à plus de 4 000 ans av. J.-C., époque où les premiers combats entre

« Libyens » et Égyptiens sont notés par les scribes. La Berbérie est alors une terre d'attraction pour tous les peuples occidentaux et orientaux. Le nom « hommes libres », à lui seul, traduit une mentalité, une volonté de refus et d'indépendance maintenue depuis des siècles.

C'est là qu'a éclaté, en 1871, le dernier grand soulèvement contre la domination française. Située dans une position centrale et dominante, lui permettant de tenir sous le canon nombre de crêtes, Fort National (aujourd'hui Larbaa Naït Iraten), créée en 1857 sur le territoire de la puissante et guerrière tribu des Aït Iraten, avait tenu tête aux troupes françaises pendant deux mois. En 1950, avec 15 028 habitants, elle constitue la seconde grande ville kabyle après Tizi Ouzou et demeure l'âme de la résistance contre les Français.

La géographie parle. Dans le Djurdjura, les villages de crêtes aux maisons entassées, difficiles d'accès, sont autant de forteresses. Les populations des plaines s'y sont repliées, ce qui explique des densités pouvant atteindre 150, voire 200 habitants au kilomètre carré. La vie en Grande Kabylie est difficile, les ressources rares. Outre les cultures traditionnelles – l'olivier et le figuier –, poussent sur les frênes, telle une « véritable prairie aérienne », les vignes grimpantes qui montent à l'assaut des troncs.

Au pied des arbres s'étaient des cultures, céréales, légumes, ainsi que le tabac. En Petite Kabylie, c'est la forêt qui fournit le complément de ressources indispensable avec l'élevage du bétail, la farine de gland, le bois de chauffage.

Des emplois réguliers existent avec l'exploitation du bois d'œuvre, de la bruyère et du liège. Mais l'envers de cette situation, c'est aussi la progression du dénuement, de la misère. Cette misère, Albert Camus en a rendu compte en 1939, dans une série d'articles parus dans *L'Alger républicain*. À cette époque, 40 % des familles kabyles vivent avec moins de 100 francs par mois. En 1945, cette fois dans *Combat*, il proteste à nouveau, car à la misère s'est ajouté le marché noir auquel se livrent « des colons inconscients et des féodaux indigènes ». Dans cet univers marqué par l'enfermement social et par l'atteinte à la dignité humaine, les désirs d'exil sont grands.

La Kabylie est un fief du mouvement nationaliste. La parole indépendantiste a été portée très tôt, dans la France de l'entre-deux-guerres, par les immigrés algériens – dont la plupart sont kabyles. Au nombre de 80 000 environ, la plupart travaillent dans les usines de la région parisienne, de la région lyonnaise ou du nord de la France, bassins industriels dévastés après la première guerre mondiale qui

ont besoin d'une importante main-d'œuvre immigrée. Le recrutement des travailleurs algériens dans la France des années 1920-1930 s'est effectué brutalement, par déplacement de populations prélevées le plus souvent parmi les membres de collectivités tribales démantelées. Et la Kabylie, précisément, a été durement touchée par ce processus de dépossession des terres. Laissant femmes et enfants au pays, ce sont des hommes seuls, paysans déclassés, qui sont arrivés en France, ne vivant là que pour retourner un jour dans la ville, le douar, la campagne d'origine.

Les Kabyles étant les plus nombreux en situation d'exilés, il n'est donc pas étonnant de les trouver en position de force dans la première organisation indépendantiste, l'Étoile nord-africaine (ENA). Fondée à Paris en 1926 avec le soutien actif du Parti communiste français, l'association affirme que « son but fondamental est la lutte pour l'indépendance totale de chacun des trois pays : Tunisie, Algérie et Maroc, et l'unité de l'Afrique du Nord ». L'ENA, qui est alors le seul mouvement à réclamer ouvertement l'indépendance de l'Algérie, compte dans ses rangs de nombreux Kabyles. Le paradoxe veut qu'elle soit dirigée par un homme de Tlemcen, ville située dans l'ouest du pays, loin de la Kabylie : Messali Hadj, né en 1898 dans une famille d'artisans

et de cultivateurs. Dissoute en novembre 1929 par le gouvernement français, l'Étoile nord-africaine est accusée de propagande subversive contre la France. Elle regroupe alors 3 600 militants.

En juin 1933, l'ENA se reconstitue. Ses nouveaux statuts interdisent la double appartenance avec le PCF. Les immigrés algériens décident de construire leur propre route. Les principaux lieutenants de Messali Hadj sont originaires de Kabylie. Ils soutiennent le Front populaire, mais sont très vite déçus par son attitude à l'égard du problème colonial. L'ENA s'oppose au fameux projet Blum-Viollette qui vise à accorder l'égalité politique à une faible proportion de la population algérienne (environ 21 000 personnes, titulaires de certains diplômes, de certains grades ou distinctions militaires). Elle compte près de 5 000 adhérents – dont beaucoup de Kabyles – lorsqu'elle est dissoute une seconde fois, en 1937.

Cette dissolution clôt une période et en ouvre une autre. Même si c'est encore en France que, le 11 mars 1937, Messali Hadj annonce devant 2 000 immigrés qu'il vient de déposer avec Abdallah Filali les statuts du nouveau Parti du peuple algérien (PPA), le centre de gravité de la lutte politique se déplace. Le transfert du siège de la nouvelle organisation à Alger, à l'été 1937, indique bien plus

qu'un simple déplacement géographique. Désormais, priorité est donnée à l'action politique sur le sol algérien même ; les militants immigrés en France vont être progressivement relégués au rang de force d'appoint. Le poids politique des Kabyles s'amenuise, ce qui se verra pendant la crise qui va les opposer en 1948-1949 au reste de l'organisation, rebaptisée Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) après la seconde guerre mondiale.

En France, de nombreux dirigeants originaires de Kabylie sont éliminés de la direction du mouvement, mais il n'en est pas de même en Algérie. De prestigieux chefs du mouvement nationaliste algérien sont originaires de Kabylie, comme Hocine Aït Ahmed, le responsable de l'Organisation spéciale, la branche armée du MTLD en 1948, Amirouche, redoutable chef de guerre pendant la guerre d'Algérie, ou Abane Ramdane, âme du premier congrès du FLN en 1956.

Mais, en 1954, le dirigeant le plus connu, le plus prestigieux, est Krim Belkacem. Né le 14 décembre 1922 au douar Aït Yahia Moussa, près de Draa El-Mizan, il est le fils d'un garde champêtre. Il fréquente l'école Sarrouy à Alger et y obtient son certificat d'études. Le 1^{er} juillet 1943, il entre dans l'armée à Laghouat en devançant l'appel de sa classe.

Il est nommé caporal-chef au premier régiment de tirailleurs algériens. Ces deux ans et demi passés au régiment marquent une étape décisive dans la vie de Krim Belkacem. Il confiera plus tard à Yves Courrière : « Aux chantiers de jeunesse (à Laghouat où il était secrétaire), je devais écrire les noms des Européens en bleu et ceux des musulmans en rouge. [...] Cela va vous paraître stupide, mais cette liste bricolée m'a rendu enragé. » De plus, Krim reçoit des nouvelles de son frère, Mohamed, qui est sur les champs de bataille. Là-bas, il n'y a pas de différence entre Algériens musulmans et Français. La ségrégation dont il est témoin à Laghouat lui semble insupportable. Les choses vont se précipiter après les massacres de Sétif, dans le Constantinois, en mai-juin 1945.

Krim Belkacem est démobilisé le 4 octobre 1945 et revient vivre à Draa El-Mizan, où il occupe le poste de secrétaire auxiliaire de la commune. Ce jeune homme de 23 ans se découvre lui-même, en même temps qu'il appréhende la misère sociale. Plongé dans une réalité où les douleurs sont muettes, il adhère au PPA. Au début de l'année 1946, il implante des cellules clandestines dans douze douars autour de Draa El-Mizan qui comptent plusieurs centaines de militants et sympathisants. En mars 1947, accusé d'avoir tué un garde forestier,

il est pourchassé et décide de passer dans la clandestinité. Il déterre une mitraillette (une Sten anglaise, qui deviendra vite célèbre en Kabylie) et prend le maquis, suivi par quelques fidèles.

Un des premiers maquis d'Algérie vient de naître, créé par un jeune homme de bonne famille, à peine âgé de 25 ans. La légende de Krim Belkacem, maquisard insaisissable, futur « chef historique » du FLN, futur négociateur à Évian de l'indépendance de l'Algérie, commence. Avec son crâne dégarni parfois coiffé d'un béret, on le voit, trapu et court-taud, « inspectant » la Kabylie vêtu d'un treillis kaki. Il déploie une énergie impressionnante, se déplaçant sans cesse, donnant ses ordres avec son accent rocailleux, s'informant de tout.

Deux fois condamné à mort par les tribunaux français, en 1947 et en 1950, il devient responsable du PPA-MTLD pour toute la Kabylie et, à la tête des vingt-deux maquisards qui composent son état-major, il multiplie les contacts directs avec les militants et la population. Son plus proche collaborateur est Omar Ouamrane.

Dans la crise du MTLD, en 1948-1949, il a décidé les cadres de Kabylie à soutenir le point de vue de Messali Hadj contre le comité central, tout en prônant la lutte armée. Le 9 juin 1954, Krim rencontre, à Alger, Ben Boulaïd, puis Boudiaf et

Didouche, qui parviennent à le convaincre de la nécessité d'une troisième force. Il rompt avec Messali Hadj en août 1954. Devenu le sixième membre de la direction intérieure du FLN, il est l'un des « six chefs historiques » qui décident le déclenchement de l'insurrection contre la France.

Dans une ultime réunion à Alger, le 24 octobre 1954, avec les autres responsables de l'insurrection, Mohamed Boudiaf, Mostefa Ben Boulaïd, Rabah Bitat et Larbi Ben M'hidi, Krim insiste pour que l'ordre de n'attaquer aucun civil européen sur tout le territoire soit respecté. Il y tient d'autant plus qu'il sait, après son attentat contre le garde forestier, combien une erreur de ce genre peut être catastrophique sur le plan de la propagande politique. Il recommande le « spectaculaire » : attaquer des gendarmeries, des casernes, couper des routes, incendier et détruire des objectifs économiques.

À la veille du 1^{er} novembre 1954, le responsable de la zone de Kabylie, inquiet et nerveux, ne dort que trois ou quatre heures par nuit, à même le sol, sur un matelas recouvert d'une épaisse couverture artisanale. Il songe à un avenir digne pour l'Algérie...

Sa vie, par la suite, résume les espoirs immenses, et les désillusions cruelles, que connaîtra l'Algérie des combats nationalistes. Krim, devenu ministre

des forces armées, dominera un temps le FLN-ALN, en 1958-1959. Nommé ministre des Affaires étrangères (1960), puis de l'Intérieur (1961), son rôle militaire et politique est en fait déclinant lorsqu'il entame les négociations avec la France, à Évian. Dès l'indépendance de l'Algérie, en juillet 1962, il désapprouve la politique de Ben Bella et se retrouve écarté de la vie politique. Après le coup d'État du 19 juin 1965, il repasse dans l'opposition. Accusé d'avoir organisé un attentat contre le colonel Boumediène, il est condamné à mort par contumace. Krim Belkacem est découvert assassiné, en octobre 1970, dans une chambre d'hôtel à Francfort.

Se brouille, puis disparaît de l'histoire officielle, l'image du maquisard. Réhabilité à titre posthume, Krim Belkacem a été enterré au « carré des Martyrs » d'Alger, le 24 octobre 1984.

Pour en savoir plus :

La Kabylie

Chaker Salem, *Berbères aujourd'hui*, L'Harmattan, 1989, 144 pages.

Hamdani Amar, Krim Belkacem, *Le lion des djebels*, Balland, 1973, 355 pages.

Lacoste-Dujardin, *Opération oiseau bleu, des Kabyles, des ethnologues et la guerre d'Algérie*, La Découverte, 1997, 303 pages.

- Mahé Alain, *Histoire de la Grande Kabylie, XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Bouchène, 654 pages.
- Mameri Khalfa, Abane Ramdane, *Héros de la guerre d'Algérie*, L'Harmattan, 1988, 334 pages.
- Morizot Jean, *L'Algérie kabylisée*, préface de Pierre Rondot, éd. J. Peyronnet, 1962, 159 pages.
- Stora Benjamin, *Dictionnaire biographique des militants nationalistes algériens*, L'Harmattan, 1985, 401 pages.
- Yacine-Titouh Tassadit, *Les Voleurs de feu, essai d'une anthropologie sociale et culturelle de l'Algérie*, La Découverte, 1993, 190 pages.
- Zamoum Ali, Tamurt Imazighen, *Mémoire d'un survivant*, Alger, Rahma, 1993, 339 pages.

Une famille juive de Constantine

Présents en Algérie depuis des millénaires, les juifs, naturalisés français depuis 1870, constituent une minorité intermédiaire entre Européens et « indigènes musulmans ».

Un début de l'été 1954, une famille juive de Constantine, les Zaoui, qui possèdent une bijouterie place des Galettes, au cœur de la vieille ville, décide de se faire photographier rue Caraman, près de la grande place de la Brèche. La chaleur est étouffante, mais tous ont revêtu leurs plus beaux habits. Ils se préparent pour un mariage. L'événement est d'importance, et sera immortalisé.

Le personnage principal est Benjamin, seul assis, avec, à sa gauche, sa femme, Rina, et sa petite sœur, Ninette ; à sa droite, un vieil oncle, puis ses frères, l'un vêtu à l'« indigène » et l'autre à l'« Européenne », enfin Ruben et sa fiancée, Eugénie, qui vont se marier. Derrière la nostalgie, cette photographie est exemplaire d'une fin de monde. Le long temps

colonial a accompli son œuvre de métamorphose, de confusion, d'effacement. Les costumes ne sont pas des déguisements, des costumes de scène. Deux hommes ont choisi de porter leurs habits d'« indigènes algériens » : le sarouel, l'écharpe qui retient le pantalon, le gilet boutonné et, sur la tête, le kébous pour l'un et le chèche pour l'autre. La femme porte un vêtement d'apparat : un caftan, un gilet brodé à manches tombantes, une ceinture ornée de deux gros louis d'or, une série de bracelets en argent et un collier en or autour du cou. On voit bien que les Zaoui sont d'importants bijoutiers de la ville. La petite fille est habillée comme une Parisienne.

Il y a dans cette photo une certaine « étrangeté française », la naissance d'une nouvelle catégorie de « Français juifs », à la fois héritiers d'une longue histoire, bien antérieure à la présence coloniale, et d'une nouvelle trajectoire de citoyens français. Les juifs, à Constantine et dans toute l'Algérie, constituent une minorité intermédiaire entre Européens et « indigènes musulmans ».

Ils sont présents sur cette terre depuis des millénaires, depuis que les Phéniciens et les Hébreux, lancés dans le commerce maritime, ont fondé Annaba, Tipasa, Cherchell, Alger... D'autres juifs arriveront ensuite de Palestine, fuyant les Égyptiens d'abord, puis les romains de Titus. Ils se mêlent aux

Berbères, forment des tribus. Au xv^e siècle, les juifs d'Espagne fuient l'Inquisition, emmenant avec eux leur culture, leur savoir-faire, l'élite de leurs rabbins qui unifient les lois du mariage, des usages...

Lorsque les premiers Français débarquent dans la baie de Sidi-Ferruch, les juifs d'Algérie sont organisés en « nation ». La communauté juive d'Algérie en 1830 compte 25 000 personnes, la plupart très pauvres. Les réactions des juifs à l'égard du développement colonial seront très diverses, suivant les régions. Alors que, dans le Constantinois, les tribus nomades « marchent au pas de leurs chameaux », les juifs de la région d'Alger et ensuite d'Oran sont aux avant-postes du « progrès ». En 1836, le Grand Rabbin d'Alger, Juda Ammar, prononce un discours en français demandant aux membres de sa communauté de se ranger du côté de la France. Les juifs d'Algérie veulent sortir de leur condition de « dhimmis », c'est-à-dire de sujets protégés en terre d'Islam, et veulent accéder à la citoyenneté pleine. Au contraire des « indigènes » musulmans, qui s'enferment dans leur mutisme ou se retirent dans l'intérieur des terres pour ne pas avoir de contact avec l'occupant, les juifs d'Alger tentent très vite de se mêler aux soldats français pour commercer avec eux. Dans d'autres villes de l'ouest algérien, comme Blida ou Mascara, ils

choisissent clairement le camp de la France, contre l'émir Abd El-Kader en guerre contre les troupes françaises.

L'attitude de bienveillance à l'égard de la France ou de neutralité adoptée par les juifs pendant la conquête, l'exemple de l'assimilation des juifs européens lors de la Révolution française amènent le gouvernement de Louis-Philippe à prêter une grande attention à la minorité juive d'Algérie. Le 9 novembre 1845, l'ordonnance royale de Saint-Cloud met le judaïsme algérien à la mode française. Elle crée un consistoire central à Alger, un consistoire provincial à Oran, un autre à Constantine. La France s'engage sur la voie de l'assimilation.

Le 24 octobre 1870, Adolphe Crémieux, ministre de la Justice, soumet neuf décrets au Conseil du gouvernement qui établissent le régime civil et surtout naturalisent en bloc les juifs algériens. Ce décret Crémieux sera d'emblée vivement critiqué, notamment par les chefs de l'armée. La naturalisation collective des juifs d'Algérie, en 1870, bouleverse leur univers et les détache de la communauté musulmane. Recensés sur l'état civil, ils apprennent à lire et à écrire, découvrent l'hygiène et la modernité – sans rien renier de leurs coutumes religieuses ou culinaires –, et abandonnent les petits métiers traditionnels pour d'autres professions.

L'entrée dans la société française provoque un formidable bond social, non sans heurts. Vingt ans après la promulgation du décret Crémieux, l'Algérie connaît une vague d'antisémitisme d'une grande violence. La « crise antijuive » débute à Oran, y culmine par des émeutes en mai 1897 et s'accompagne de persécutions diverses dans la vie quotidienne et officielle. À Alger, les factieux demandent l'abrogation du décret Crémieux « au nom du peuple en fureur ». Les juifs sont accusés d'être des « capitalistes » opprimant le peuple, alors que l'écrasante majorité d'entre eux sont très pauvres (il y a, à la fin du XIX^e siècle en Algérie, 53 000 juifs, dont environ 11 000 prolétaires subvenant aux besoins de 33 000 personnes, soit environ 44 000 juifs dans l'indigence). Ces campagnes antijuives camouflent une dénonciation de l'indigène que l'on a hissé à la nationalité française. Derrière l'antisémitisme se profile la peur du « péril arabe »...

Les années précédant la première puis la seconde guerre mondiale forment une génération-tournant, celle qui connaît plusieurs vies : « Une enfance judéo-arabe, un âge d'homme français », comme le notera André Chouraqui, dans son livre *La Saga des juifs d'Afrique du Nord*. Selon les générations et les régions, cette intégration dans la cité française connaît des paliers.

Les photos de famille comme celle des Zaoui témoignent de cette évolution. Si, à la veille de la guerre d'Algérie, tous les jeunes sont vêtus à l'euro-péenne, les plus âgés conservent encore le costume à l'orientale. À côté des « évolués » libres penseurs d'Alger ou d'Oran, on trouve encore de nombreux juifs traditionnels dans les petites villes de l'intérieur, sans parler de ceux du Mzab, importantes communautés qui conservent farouchement leurs particularismes, traditions, langages et musiques judéo-arabes. Avec près de 30 000 personnes, la communauté juive de Constantine est la plus importante du pays.

Centre commercial prospère, Constantine, perchée sur un immense piton, entourée de gouffres, est imprenable. Avec ses ponts et ses passerelles hissées à même le vide, la cité présente le site extraordinaire d'une « presqu'île ». Alexandre Dumas la compare à « une ville fantastique, quelque chose comme l'île volante de Gulliver ». La ville tout entière est tassée au sommet d'un bloc entouré des gorges de la rivière du Rummel, longues d'environ 2 kilomètres, profondes de plus de 100 mètres. L'altitude atteint 644 mètres au point le plus haut, où s'éleva le premier refuge, la casbah. Une soixantaine de kilomètres à vol d'oiseau séparent le « rocher » de la mer. Cette position unique, étrange, impressionnante est chargée d'histoire.

Constantine s'appelait Cirta, capitale des rois numides Syphax, Massinissa, Jugurtha, qui résistèrent longtemps à la puissance romaine avant de succomber. Elle est le grenier à blé de l'est du pays, qui s'étend, au temps des Numides, jusqu'à Tunis. Son rocher subit le déferlement des Vandales, puis des hordes byzantines. Au Moyen Âge, Constantine appartient tour à tour aux diverses dynasties musulmanes qui se succèdent. Elle dépend des Hafsides de Tunis lorsqu'elle est conquise au début du XVI^e siècle par les Turcs d'Alger, qui en font le chef-lieu d'un vaste beylik. Le plus célèbre et le plus populaire des beys constantinois, Salah (1771-1792), embellit la ville, fit réparer ses ponts et remit de l'ordre dans son administration.

Constantine, avec à sa tête le bey Ahmed, résista avec acharnement à la conquête française. Une première expédition française échoua en novembre 1836. Un an plus tard, le 13 octobre 1837, le général Valée réussit à créer une brèche dans la défense. Maison par maison, rue par rue, le combat fit rage. Constantine est une des rares cités où musulmans et certains juifs firent le coup de feu, côte à côte, contre les troupes françaises. Les derniers défenseurs de la ville furent précipités dans les gorges du Rummel. Parmi les grandes villes de l'Algérie, Constantine est celle où, au moment de

la colonisation, les Algériens musulmans ont l'influence la plus forte. En 1876, on dénombre 34 700 musulmans contre 17 000 Européens ; en 1936, 56 000 d'une part et 50 000 de l'autre, dont 14 000 juifs, naturalisés français.

En cet été 1954, la ville est, numériquement, la troisième ville de l'Algérie, avec 118 000 habitants – dont 53 % d'Algériens musulmans. Parmi ces derniers, les Kabyles représentent au moins la moitié, d'autres viennent du Mzab ou de Tunisie (Djerba). La ville compte également des « étrangers » (Européens non français) : 2 000 à 3 000 Italiens, quelques centaines de Maltais, mais c'est peu comparativement à Alger ou à Oran.

Longtemps, Constantine est restée cantonnée sur son rocher. Les quartiers indigènes se partageaient entre les musulmans, au sud et à l'est, les juifs au nord-est, les Européens ailleurs. L'armée avait mis la main sur la casbah, où s'élevaient des casernes et un hôpital. Les constructions privées et quelques édifices publics se serraient entre les rues étroites, où la circulation était difficile. Les places étaient minuscules.

Puis la ville s'est étendue, du côté du nord, dans la plaine du Hamma, où s'est installée la minoterie, profitant des chutes d'eau et des sources. Pendant la première partie du xx^e siècle, Constantine s'est

imposée comme un grand marché du commerce des grains et le premier centre minotier en Algérie. L'artisanat « indigène » local est particulièrement dynamique : tannerie, chaussure, tissage, ferblanterie, chaudronnerie. Dans les années 1950, le commerce des tissus – importés – passe au premier rang, devançant même Alger pour la clientèle indigène. Les juifs de Constantine sont les premiers agents de cette activité, développée depuis la première guerre mondiale. Leur pratique courante de la langue arabe et la connaissance profonde des habitudes de la population musulmane leur confèrent un rôle d'intermédiaire important. Les Mozabites et les Kabyles y ont aussi leur part.

Entre juifs et musulmans, la cohabitation obligée est depuis longtemps acceptée. Mais la relative harmonie a été brisée par les émeutes du 5 août 1934. Ce jour-là, un pogrom a déferlé sur Constantine et ses environs, sans intervention de la police ou de l'armée. On releva 27 morts, dont 25 juifs, et parmi eux 5 enfants, 6 femmes et 14 hommes.

Constantine est aussi un centre intellectuel actif avec ses établissements d'instruction, son musée, sa société d'archéologie, ses nombreuses écoles coraniques et autres sociétés savantes de théologie, ses institutions musicales, avec Cheikh Raymond, célèbre chef de musique élevé dans une famille juive.

Bref, c'est une vieille ville à la culture citadine raffinée. C'est ici que le nationalisme algérien sera le plus vivace en Algérie, dès les années 1930, avec la présence d'Abdelhamid Ben Badis, le fondateur, très respecté, de la société des oulémas (les docteurs de la loi musulmane) d'Algérie, préconisant la réappropriation par les Algériens musulmans de la langue et de la culture arabes.

La famille Zaoui, en ce mois de juin 1954, n'a pas véritablement conscience des périls. Pour les juifs, la France est encore là pour longtemps, et il semble impensable de quitter cette ville où ils sont présents depuis des siècles. Leur monde se veut à l'abri de la crise qui couve. Beaucoup continuent de feindre l'indifférence face à l'actualité menaçante (des bruits de guerre arrivent de la Tunisie, toute proche de Constantine). Les plus jeunes s'adonnent au football dans les grands clubs comme le MOC ou draguent les filles rue de France. Il y a encore de l'ennui et une forme de nonchalance aux terrasses, de la gorgée de café à la saveur amère jusqu'aux volutes de fumée de la Bastos.

Les membres des différentes communautés sont encore ensemble, les uns à côté des autres, tout en étant séparés... La guerre d'Algérie, après 1954, va progressivement diviser profondément toutes les communautés, et aboutir au départ de la majorité

des juifs et des Européens de la ville, au moment de l'indépendance, en 1962. Les Zaoui, français depuis 1870, vivront désormais en France.

Pour en savoir plus :

Une famille juive à Constantine

- Abeer Najia, *Constantine et les Moineaux de la muvette*, Alger, éd. Barzakh, 2003, 202 pages.
- Alimi Jannick, *Le Fantôme de Constantine*, Paris, éd. Safed, 2003, 164 pages.
- Allouche Jean-Luc et Jean Laloum (dir.), *Les Juifs d'Algérie*, Paris, éd. du Scribe, 1987, 332 pages.
- Attal Robert, *Les Émeutes de Constantine, 5 août 1934*, Paris, éd. Romillat, 2002, 214 pages.
- Bensimon Guy, *Soleil perdu sous le pont suspendu. Une enfance à Constantine*, L'Harmattan, 2001, 234 pages.
- Chouraqui André, *La Saga des Juifs en Afrique du Nord*, Hachette, 1972, 395 pages.
- Merdaci Abdelmadjid, *Dictionnaire des musiques et des musiciens de Constantine*, Constantine, éd. Simoun, 2002, 140 pages.
- Ouettar Tahar, *Ez-Zilzel, le séisme*, traduit de l'arabe par Marcel Bois, Alger, ENAL, 1981, 175 pages.
- Trigano Shmuel (dir.), *L'Identité des Juifs d'Algérie*, Paris, éd. du Nadir, 2003, 216 pages.

Un pharmacien à Sétif

*Sétif, petite ville du Constantinois,
cache une blessure sous sa nonchalance.
C'est là qu'en 1945 la guerre a peut-être commencé...
Mais la ville est aussi célèbre
pour son pharmacien, Ferhat Abbas.*

Sétif, malgré ses apparences de gros bourg anesthésié vivant entre torpeur et nonchalance, est pourtant lourdement chargé d'une histoire sanglante. La terrible répression de mai-juin 1945, à la suite de manifestations réclamant la libération de Messali Hadj, a laissé des traces douloureuses dans les mémoires algériennes, mettant à nu les difficultés d'une cohabitation harmonieuse entre communautés et annonçant la pente fatale sur laquelle glisse l'Algérie française. Pourtant, en 1954, Sétif n'exhibe pas encore sa fêlure, ne diffuse pas son terrible secret. Ce n'est qu'après l'indépendance, en 1962, que les habitants de la ville et de la région, assaillis par des souvenirs poignants, voudront confesser le non-dit de leurs souffrances.

À l'été 1954, Sétif, 51 000 habitants, est une petite ville du Constantinois comme beaucoup d'autres dans l'Algérie coloniale, avec son cloisonnement inscrit dans la pierre : un important quartier militaire au nord, un quartier européen groupé autour de l'artère principale, plantée d'arbres, qui s'étend de la place de Constantine (près du collège colonial) à la place Joffre, et le « village indigène » de Bel Air. La communauté musulmane est, de loin, la plus importante de la ville.

En 1954, Sétif est surtout connue par la personnalité éminente de... son pharmacien, Ferhat Abbas. Délégué à l'Assemblée algérienne et conseiller général de la ville, il a écrit le 18 juin à Pierre Mendès France, le nouveau président du conseil : « Nous saluons votre investiture comme l'aube d'une politique nouvelle susceptible de réconcilier la grandeur de la France avec la liberté des peuples d'outre-mer. »

Mendès France le reçoit au début du mois d'août, dans un bureau du Quai d'Orsay, en présence du ministre de l'Intérieur, François Mitterrand, et du libéral Jacques Chevallier, maire d'Alger et secrétaire d'État à la Défense. Ferhat Abbas est confiant lorsqu'il entre flanqué d'Ahmed Francis, son principal lieutenant. Pour la première fois, un chef de gouvernement français reçoit, sans le faire attendre

et sans lui manifester de mépris, un leader algérien. Il y a donc quelque chose de changé, pense-t-il, d'autant que le président revient de Carthage, où il a prononcé un discours retentissant sur l'autonomie de la Tunisie.

« Tout est calme en Algérie », proclame Mendès France. « Détrompez-vous, monsieur le Président, répond Ferhat Abbas, l'Algérie se tait parce qu'elle est mécontente. Elle n'a plus confiance en ses dirigeants, qui ne veillent même plus à l'application des lois françaises. Si nos appels restent sans écho, l'Algérie regardera ailleurs. »

Ferhat Abbas sait de quoi il parle : il rentre du Caire, où il a vu Mohamed Khider, un des dirigeants du PPA-MTLD, la principale formation indépendantiste, qui a évoqué à demi-mots, devant lui, des préparatifs pour une possible insurrection. Pierre Mendès France, occupé par l'affaire tunisienne, promet de s'intéresser à l'Algérie après... « Ne me demandez pas tout en même temps. » Mais il a été très attentif. Celui que l'on appelle le « pharmacien de Sétif » n'est pas n'importe qui.

C'est un homme décidé, tenant fermement une sacoche sous le bras, qui sort du bureau de Pierre Mendès France. Ferhat Abbas a peu changé depuis les années 1940 : un visage allongé, osseux, un nez aquilin, souligné d'une petite moustache à la

Chaplin. Il a une voix claironnante à l'accent rude et chantant, le geste large, une façon toute méridionale, une bonhomie de comité ou d'assemblée (comme beaucoup d'hommes politiques français de la III^e République). Son affabilité facilite considérablement les relations avec les autres. Si le visage de Ferhat Abbas avoue une certaine sensibilité, son corps, par contre, large, massif, dévoile l'homme d'action. Le tout révèle une nature optimiste, enrobée des manières dues à une bonne éducation.

Il est l'un des premiers intellectuels algériens. Né à Taher en 1899, dans le Constantinois, fils de caïd, il a participé activement au mouvement Jeune Algérien, qui réclamait, jusqu'en 1936, l'égalité des droits dans le cadre de la souveraineté française. En 1924, il est le promoteur de l'Association des étudiants musulmans d'Afrique du Nord, qu'il préside durant cinq ans. Docteur en pharmacie, il s'établit à Sétif, devient conseiller général, conseiller municipal, délégué financier.

Ferhat Abbas espère en la France idéale, celle des principes de 1789. Ce pays, qui a inventé la culture démocratique, peut imposer aux Européens d'Algérie le respect de l'autre – l'indigène privé de droits, pense-t-il. Il prône donc l'égalité des droits avec ceux que l'on appellera les pieds-noirs, mais

reste attaché à sa religion : pour lui, on pourrait être à la fois français à part entière et musulman à part entière. En publiant *Le Jeune Algérien*, en 1931, il s'est posé en figure politique, héritier des idéaux républicains français. Son parcours peut se lire comme une série de contradictions qu'il tente sans cesse de surmonter. Il partage avec Abdelhamid Ben Badis, le fondateur du mouvement des réformistes religieux, les oulémas, la croyance dans l'islam comme éthique essentielle, mais se prononce pour une séparation du politique et du religieux. Il est socialiste humaniste, antibolchevique, mais sera un proche des communistes algériens dans les années 1950. Il se méfie du populisme, de l'action violente, mais se ralliera officiellement à la lutte armée du FLN en 1956.

En fait, Ferhat Abbas n'est pas tant l'homme de la contradiction que celui du pluralisme, traversant plusieurs niveaux, plusieurs sphères de la réalité sociale, culturelle, politique algérienne. Sa trajectoire illustre la recherche en modernité de l'Algérie dans la seconde moitié du xx^e siècle. Il est l'homme qui a voulu penser la mixité franco-algérienne, la reconnaissance mutuelle des deux pays, dans leur tradition, leur culture, leur histoire spécifique. Il est l'auteur de la célèbre formule (qui lui sera plus tard beaucoup reprochée) : « Je ne mourrai pas pour la

patrie algérienne, parce que cette patrie n'existe pas. Je ne l'ai pas découverte » (*L'Entente*, 23 février 1936).

Engagé volontaire dans l'armée française en 1939, il s'est éloigné pendant la guerre des positions assimilationnistes. Déçu par le régime de Pétain, auquel il s'était adressé, il rédige avec des notables, le 26 mai 1943, un manifeste demandant un nouveau statut pour l'Algérie. Le 1^{er} mars 1944 naît l'association des Amis du manifeste de la liberté (AML). Le PPA de Messali Hadj décide de la soutenir, mais, le 2 avril 1945, lors de la conférence centrale des AML, la tendance PPA l'emporte largement. Dans la résolution générale, il n'est plus question de « République autonome fédérée à la République française », mais de la création d'un « Parlement et d'un gouvernement algériens ». À une énorme majorité, le congrès se prononce contre l'indépendance, « sous l'égide de la France et dans le cadre du fédéralisme français », et « décide de réserver au futur État algérien la faculté de s'intégrer au système qui lui plairait ».

Le 23 avril 1945, les autorités françaises décident la déportation de Messali Hadj à Brazzaville. De son côté, Ferhat Abbas estime, par idéalisme ou par espoir, que la volonté politique est capable d'ébranler les forces de l'immobilisme colonial. Il exhorte

les impatients, dans sa ville de Sétif ou dans le reste de l'Algérie, à ne pas désespérer ni se laisser entraîner dans des aventures sans issue concrète... Et, pourtant, l'histoire va brusquement s'accélérer.

À la radicalisation politique s'ajoute une grave crise économique. Une mauvaise récolte provoque la famine dans les campagnes. On voit affluer vers les villes des milliers de paysans affamés qui, faute de travail et de moyens, se raccrochent aux soupes populaires. Le 8 mai 1945, jour de la signature de l'armistice, dans la plupart des villes d'Algérie, des cortèges d'Algériens musulmans défilent avec des banderoles portant comme mot d'ordre : « À bas le fascisme et le colonialisme ». À Sétif, la ville de Ferhat Abbas, la police tire sur les manifestants algériens. Ces derniers ripostent en s'attaquant aux policiers et aux Européens. C'est le début d'un soulèvement spontané, appuyé par les militants du PPA du Constantinois.

Dans les campagnes, des paysans se soulèvent à La Fayette, Chevreuil, Kherrata, Oued Marsa... On compte 103 tués et 110 blessés parmi les Européens. Le 10 mai, les autorités organisent une véritable « guerre des représailles », selon l'expression de l'historien algérien Mahfoud Kaddache, qui tourne au massacre. Fusillades, ratissages, exécutions sommaires parmi les populations civiles se poursuivent

durant plusieurs jours sous la direction du général Duval. Les villages sont bombardés par l'aviation. Le général français Tubert parle de 15 000 tués dans les populations musulmanes. Les nationalistes algériens avanceront le chiffre de 45 000 morts.

En Algérie, rien ne sera plus comme avant le 8 mai 1945. Le fossé s'est considérablement élargi entre la masse des Algériens musulmans et la minorité européenne. Les plébéiens des villes, les sous-prolétaires et les chômeurs ont fait l'expérience de la puissance des actions collectives. Une nouvelle génération entre en scène, qui en viendra à faire de la lutte armée un principe absolu. La guerre d'Algérie a-t-elle commencé à ce moment-là précisément ?

Arrêté au lendemain des « événements » de mai 1945, Ferhat Abbas, dans sa prison, rédige un « testament », longue méditation sur les effets néfastes, dévastateurs de la violence politique à l'œuvre dans le nationalisme radical. En républicain conséquent, il croit aux vertus de l'instruction pour l'émancipation de son peuple acculturé ; en musulman convaincu, il n'entend pas céder aux chants guerriers d'un islam politique. En cela, il se différencie des militants du PPA-MTLD, qui opèrent sous la bannière de la rupture radicale avec le présent colonial et font du religieux une arme de défi politique.

Après sa libération, en 1946, Ferhat Abbas fonde l'Union démocratique du manifeste algérien (UDMA). Se qualifiant de nationaliste modéré, il est élu à la seconde Assemblée constituante en 1946, puis à l'Assemblée algérienne en 1948. Il ne cesse alors de prendre la parole, de dénoncer les injustices, d'avertir de l'imminence des périls...

« Notre peuple, las de s'indigner et de plaider en vain sa cause devant un tribunal qui ne connaît d'autres règles que celle que lui inspire le racisme, s'est tu. On a interprété ce silence et ce calme comme l'expression d'une adhésion. En réalité, la colère est à son comble et ce silence est fait de mépris et de révolte. L'Algérie n'est pas calme, et le divorce pourrait très vite être définitif », écrit-il dans son journal, *La République algérienne*, trois semaines avant l'insurrection du 1^{er} novembre 1954.

Après l'insurrection, organisée sous l'égide du FLN, il se rendra compte que l'affrontement, la violence deviennent une probabilité plus grande que la paix, mais refusera de succomber au cynisme, au désespoir. Alors que la guerre d'indépendance a commencé, il participera encore, en avril 1955, à une rencontre avec Jacques Soustelle, gouverneur général de l'Algérie. Il continue à croire, comme il l'a toujours fait, que le peuple algérien, poussé par la reconnaissance de la justice, peut agir et être

entendu sans passer par le traumatisme des guerres (il a vécu, comme les hommes de sa génération, les première et seconde guerres mondiales).

Déçu par l'immobilisme politique français, il se ralliera secrètement au FLN en juin 1955, gagnera Le Caire et deviendra membre du Conseil national de la révolution algérienne (CNRA) dès le 20 août 1956, puis il présidera le GPRA de septembre 1958 à août 1961. Au lendemain de l'indépendance, élu président de l'Assemblée constituante, il se heurtera très vite au régime du parti unique, sera mis en résidence surveillée puis libéré en 1965. Retiré de la vie politique, il publiera ses *Mémoires, autopsie d'une guerre*, en 1980, puis en 1984 *L'Indépendance confisquée*, virulente dénonciation de la corruption et de la bureaucratie qui règnent en Algérie. Il y écrit : « L'Algérie française a été détruite, l'Algérie musulmane n'a pas été recréée, l'Algérie socialiste n'est pas née. [...] L'Algérie travaille peu. Le travail est devenu une tare, la spéculation et les détournements, une vertu. Par manque de conscience professionnelle, la terre reste en friche, les usines tourment au ralenti. Les fonctionnaires ne travaillent pas davantage, réduits à l'état de khammès, les mauvais salaires font les mauvais fonctionnaires. »

Ferhat Abbas décédera le 23 décembre 1985. Quelques années après, en 1993, au plus fort du

conflit cruel opposant l'État algérien aux groupes islamiques armés, l'université de Sétif sera baptisée de son nom. Dans la fureur d'un conflit qui met à mal le sentiment national, l'itinéraire de Ferhat Abbas, ce républicain musulman, apparaît alors comme une des valeurs de référence et d'apaisement de l'Algérie indépendante.

Pour en savoir plus :

Un pharmacien à Sétif

- Abbas Ferhat, *Le Jeune Algérien*, Garnier, 1981, 208 pages.
Abbas Ferhat, *Autopsie d'une guerre*, Garnier, 1980, 346 pages.
Ageron Charles-Robert, *France coloniale ou Parti colonial*, PUF, 1973, 292 pages.
Harbi Mohammed, *Aux origines du FLN*, Bourgeois, 1975, 320 pages.
Lacouture Jean, *Cinq Hommes et la France*, Seuil, 1961, 381 pages.
Mekhaled Boucif, *Chroniques d'un massacre, 8 mai 1945*, Sytos, 1995, 251 pages.
Naroun Amar, *Ferhat Abbas ou les Chemins de la souveraineté*, Denoël, 1961, 183 pages.
Rey-Goldzeiguer Annie, *Aux origines de la guerre d'Algérie, 1940-1945, de Mers El-Kébir aux massacres du Nord-Constantinois*, La Découverte, 2002, 402 pages.
Stora Benjamin et Daoud Zakia, *Ferhat Abbas, une utopie algérienne*, Denoël, 1995, 430 pages.

Oran, la ville où Camus s'ennuie

*Dans la grande cité de l'Ouest algérien,
le nombre des Européens, pour beaucoup
d'origine espagnole, dépasse celui des musulmans,
et les tensions sont vives entre communautés.
Pourtant tout semble calme.*

Oran, ville de la violence et des flammes de la fin de guerre d'Algérie, en 1961-1962, a fait oublier un art de vivre où le regard contemplatif, la non-chalance, la délectation douce cohabitaient avec les conventions corsetées de cette ville du Sud méditerranéen. Lorsque l'on prend le train, l'arrivée à Oran se fait d'abord par la traversée de la ville nouvelle, la M'dina jdida, dont les constructions basses et les toits souvent plats précèdent l'entrée dans la ville européenne. Au bout de la ligne apparaît la gare. C'est l'un des seuls bâtiments de style mauresque de la ville ; de là partent les trains vers l'intérieur du pays, sur la « voie étroite », la voie « normale » étant réservée aux trains en partance pour Alger ou Oujda, vers le Maroc. Les voyageurs,

en sortant de la gare, descendent le boulevard Seguin pour rejoindre le quartier commerçant de la ville, flânant un peu dans la rue d'Arzew ou la rue Alsace-Lorraine, qui s'étirent parallèlement au front de mer.

Au début de l'été 1954, la chaleur plombe déjà la grande ville de l'Ouest algérien depuis plusieurs semaines. Oran, si proche de la côte, et pourtant si hautaine, a longtemps « échappé » à Albert Camus. Perchée sur un plateau où s'étalent les constructions modernes, elle a longtemps tourné le dos à la mer, qu'on ne rejoint que par un grand ravin, comme une blessure ouverte dans le roc, au pied de la montagne Santa Cruz et de sa chapelle. Puis, le port de commerce et le port militaire de Mers El-Kébir (littéralement « le grand port » en arabe) ont réconcilié Oran avec une activité maritime.

La bizarrerie de cette ville sans cachet, bâtie dans un lieu si singulier, dérange Camus, qui écrit, dans les premières lignes de *La Peste* : « À première vue, Oran est, en effet, une ville ordinaire. [...] La cité elle-même, on doit l'avouer, est laide. [...] Un lieu neutre [...], on s'y ennueie. » Par ces écrits si peu flatteurs sur la ville, Albert Camus neutralise toute tentation d'exotisme. Dans une lettre de 1942 à Grenier, il dit encore : « Pour le moment, je suis inactif dans la ville la plus indifférente du monde.

Quand j'irai mieux, je crois que j'en partirai. [...] Les journées sont bien longues ici. »

Pour le philosophe Jean-Jacques Gonzales, Oran est l'un des « observatoires » de l'Algérie auquel Camus « n'a pas donné sa totale adhésion, où il a expérimenté, peut-être pour la première fois, son excentricité, son décalage, sa dissonance par rapport à la terre algérienne ». Alors qu'il chante de façon lyrique, souvent teintée d'ombre et de tragique, un accord quasi musical avec cette terre algérienne, en revanche, dans ses récits oranais, Camus garde une distance ambiguë. S'il parle souvent d'ennui à propos de la ville, il écrira aussi dans ses *Carnets*, en avril 1941, les plus belles pages, sans doute, sur Oran : « Tous les matins d'été sur les plages ont l'air d'être les premiers du monde. Tous les soirs d'été prennent un visage de solennelle fin du monde. Les soirs sur la mer étaient sans mesure. [...] Le matin, beauté des corps bruns sur les dunes blondes. [...] Nuits de bonheur sans mesure sous une pluie d'étoiles. Ce qu'on presse contre soi, est-ce un corps ou la nuit tiède ? [...] Ce sont des noces inoubliables. »

Depuis sa naissance, la mer a porté bien souvent le trouble, mais aussi la prospérité à Oran. Dans les conditions les plus favorables, une nuit suffit à la traversée en voilier depuis Almeria ou Carthagène.

Dès 902, des marins andalous viennent s'y établir naturellement. Ils veulent nouer des relations commerciales continues entre les deux pays, dont l'islamisation remonte, pour chacun d'eux, à près de deux siècles. Ils fondent Wahran, qui ne semble pas avoir joué un rôle considérable au Moyen Âge. Son port est assez riche sous la dynastie des Zianides de Tlemcen, et la ville entretient des relations prospères avec l'Espagne. Mais la Reconquista bouleverse Oran : le 17 mai 1509, l'armée espagnole, commandée par Pedro Navarro, s'en empare. Les Espagnols restent maîtres de la cité jusqu'en 1708, en sont chassés par le bey Mustapha Ben Youssef, y reviennent en 1732, pour en sortir définitivement en 1792, après le terrible tremblement de terre de 1790.

L'armée française occupe Mers El-Kébir le 14 décembre 1830 et pénètre dans Oran le 4 janvier 1831. Mais, dans l'Oranie, la résistance à la pénétration française est forte. L'émir Abd El-Kader y a établi à partir de 1832 des places fortes et ses arsenaux, à Sebdou, Mascara, Saïda, Boghari. Il faudra plusieurs années de combats cruels et acharnés pour le contraindre à la défaite, le 23 décembre 1847.

En 1832, un recensement dirigé par le commissaire du roi, un dénommé Pujol, donne pour Oran le chiffre de 3 800 habitants – dont 750 Européens

d'origine espagnole, 250 musulmans et 2 800 juifs. En 1881, le chiffre de 50 000 est dépassé, en 1926, celui de 150 000. En 1936, on compte 195 000 habitants, et 206 000 en y ajoutant la banlieue (Arcole, Mers El-Kébir, La Senia et Valmy).

En 1950, Oran compte 256 661 habitants. C'est la seule cité d'Algérie où le nombre des Européens excède celui des Algériens musulmans. La population oranaise originaire d'Espagne est estimée à 65 % du total des Européens, dont 41 % sont déjà naturalisés. Poussée par une grande misère à la fin du XIX^e siècle, une vague d'émigrants espagnols est, en effet, apparue en force dans la ville, risquant de dépasser en nombre la colonie française. La loi du 26 juin 1889 a donc imposé la citoyenneté française, qui « naturalise automatiquement tout étranger né en Algérie s'il ne réclame pas à sa majorité la nationalité d'origine de son père ».

À partir de 1896, dans l'Oranie, le nombre des Européens nés en Algérie l'emportera sur celui des immigrés. Moment charnière qui voit la naissance d'un peuple original sur la terre d'Algérie, sorte de brassage méditerranéen. Et cette nouvelle « communauté » va se souder autour de la pratique religieuse du christianisme. À Oran, plus qu'ailleurs, le choc de la rupture avec la terre natale est amorti par la perpétuation de la ferveur religieuse d'origine, avec

le strict respect du repos dominical et des jours de fêtes religieuses ; la célébration, empreinte d'une solennité toute particulière, des baptêmes, mariages et enterrements ; la participation aux processions.

Face à l'islam, l'Église, progressivement, s'affirme comme un instrument nécessaire pour préserver l'identité de ces nouveaux Français d'Algérie. L'influence de la péninsule est largement perceptible à travers d'autres d'habitudes culturelles : un sens de l'hospitalité typiquement ibérique ; la fréquentation des arènes et les corridas, le riz à l'espagnole et la « mouna » (gâteau à pâte briochée surmonté d'œufs colorés, directement hérité de la fête de Pâques du Sud espagnol) ; un art de vivre très méditerranéen dans lequel la socialisation s'opère beaucoup dans la rue et qui explique l'alignement de chaises sur les trottoirs dès la tombée de la nuit...

Les manifestations sportives sont également des événements fédérateurs ou, tout au contraire, des moments de tension exacerbant les différences entre communautés. Plusieurs équipes de basket-ball s'affrontent, et notamment les Spartiates d'Oran et la Joyeuse Union. Les équipes de football rivales sont encore plus nombreuses telles que l'ASMO (Association sportive maritime), le CDJ (Club des joyusetés), l'ASSE (Association sportive de Saint-Eugène), le GCO (Gallia club d'Oran) et enfin

l'USMO (Union sportive musulmane d'Oran), dans laquelle les joueurs et les dirigeants sont exclusivement algériens. Seule une courte période a vu le club dirigé par un Européen.

Pendant longtemps, les Oranais de toute confession jurent avoir assisté aux matchs dans une ambiance bon enfant, mais, peu à peu, les mots d'ordre hostiles à la présence française en Algérie se répètent. Cette tension intercommunautaire est manifeste dans le grand derby opposant l'USMO au SCBA (Sporting club de Sidi-Bel-Abbès).

À la veille des premiers coups de feu de novembre 1954 s'est enraciné durablement, chez les « Européens », un sentiment d'appartenance à un pays, l'Algérie. À Oran, quelle que soit leur origine, ils se considèrent citoyens d'une « France algérienne », les « Français de France » étant perçus comme des compatriotes différents.

La population de la ville d'Oran est progressivement devenue un véritable melting-pot, où tout un monde du travail se mélange, sans avoir les mêmes droits politiques et juridiques. Le gros des effectifs de la communauté européenne urbaine se compose de fonctionnaires, d'hommes de loi, de négociants, de commerçants, d'entrepreneurs, d'artisans. Nombre de retraités civils ou militaires viennent également ici vivre leurs vieux jours sous le soleil. Cette société

algérienne n'est donc nullement une réduction ou un microcosme de la société française. Mais est-elle, pour autant, une société privilégiée ?

À l'échelle de toute l'Algérie, et cela est vrai aussi pour Oran, à peine 3 % des Français d'Algérie disposent d'un niveau de vie supérieur au niveau moyen de la métropole ; 25 % ont un revenu sensiblement égal ; 72 % ont un revenu inférieur de 15 % à 20 %, alors même que le coût de la vie en Algérie n'est pas inférieur à celui de la France. Cette disparité de revenus tient à la nature des rapports économiques établis entre la France et sa principale colonie. Selon les principes du « pacte colonial », l'Algérie doit se contenter d'être une source de matières premières et un simple débouché pour les produits manufacturés de la métropole.

Il serait donc erroné de considérer ceux que l'on appellera plus tard les « pieds-noirs » comme un « peuple » homogène. Très souvent, par leur situation sociale, ils se heurtent à une couche sociale constituée de gros propriétaires fonciers. Mais en dépit de ces oppositions, ils sont unanimes, et particulièrement à Oran, où ils sont majoritaires, à défendre leurs privilèges, qui rendent le plus petit fonctionnaire français supérieur à n'importe quel Arabe. Leur unité est due à une peur commune de la majorité musulmane.

À Oran, les partis parisiens ont ouvert des « succursales ». Les pieds-noirs alignent, *grosso modo*, leurs votes sur ceux de la métropole. Le problème colonial ne constitue pas une ligne de clivage fondamental entre la droite et la gauche traditionnelles. Les radicaux, qui représentent le souvenir de la République, sont très actifs et en phase avec les nombreuses loges maçonniques, en particulier celles du Grand-Orient. Ils sont attachés à l'Empire. La droite est très virulente.

Les idéologies d'extrême droite, qui naissent en Europe, gagnent des couches importantes de l'opinion. Et, à Oran, l'abbé Lambert, dans les années 1930, est une des grandes figures de cette droite radicale, extrême, qui compte de nombreux adeptes dans tous les milieux de la ville. Les violentes émeutes antijuives de 1898 qui ont secoué Oran sont encore présentes dans bien des esprits. Les socialistes, de leur côté, demeurent les partisans convaincus du principe de l'assimilation, et se limitent à réclamer l'application des libertés démocratiques aux musulmans, à améliorer le statut des travailleurs européens et à aménager les structures coloniales. Pour sa part, le Parti communiste français (ce qui n'est pas le cas des communistes algériens) a atténué le mot d'ordre d'« indépendance nationale ». Sa préférence va aux actions pour l'amélioration des

droits sociaux, et les mots d'ordre antifascistes rencontrent un écho certain parmi les nombreux militants de gauche espagnols, chassés par la dictature de Franco. Les communistes sont très actifs dans les syndicats CGT, en particulier dans les activités portuaires.

Les Algériens musulmans sont nombreux dans les cercles culturels et religieux animés par le mouvement des oulémas ou dans les structures du PPA-MTLD, le fondateur du mouvement indépendantiste algérien, Messali Hadj, étant originaire de la ville de Tlemcen, dans l'Oranie.

En 1954, la droite et la gauche se disputent ainsi comme dans n'importe quelle grosse ville française. Sans vraiment prêter attention à l'électorat « indigène », minoritaire. C'est encore le temps de l'inconscience, pas encore celui imaginé par Camus, voyant Oran, dans des écrits prémonitoires, emportée par « la peste », la désolation et la fuite de ses habitants...

Pour en savoir plus :

Sur Oran et Camus

Akoun André, *Né à Oran*, Paris, Bouchène, 2004, 144 pages.

Baessant Michèle, *Pieds-noirs, mémoires d'exils*, Stock, 2002, 463 pages.

Campos Georges, *Les Palmiers d'Arzew*, Cannes, chez l'auteur, 1989, 197 pages.

Djémaï Abdelkader, *Camus à Oran*, avant-propos d'Emmanuel Roblès, Michalon, 1995, 118 pages.

Gonzalès Jean-Jacques, *Oran*, Séghier, 1998, 173 pages.

Hamouda Ouahiba, *Albert Camus à l'épreuve d'Alger républicain*, Alger, OPU, 1991, 215 pages.

Hureau Joëlle, *La Mémoire des pieds-noirs*, Paris, Olivier Orban, 1987, 279 pages.

Lottman Herbert, *Albert Camus*, Seuil, 1978, 687 pages.

Savarèse Éric, *L'Invention des pieds-noirs*, Séghier, 2002, 284 pages.

Misère dans le bled

*À la veille de l'insurrection,
la plupart des musulmans vivent encore
dans les campagnes, le « bled ».
Leur détresse nourrit un nationalisme primitif,
bâti sur le rêve de prendre la terre du « roumi », l'Européen.*

La détresse des paysans algériens à la veille de l'insurrection de novembre 1954 est très grande. Près des trois quarts de la population musulmane vit encore dans les campagnes, le « bled », comme on dit à l'époque. Ces damnés de la terre, victimes d'une fatalité autant naturelle que sociale, sont écrasés sous la poussière et la chaleur, épuisés par la nature et la brutalité des hommes.

Dans son livre *La Colline oubliée*, publié pour la première fois en 1952, l'écrivain Mouloud Mammeri raconte mieux que quiconque la vie quotidienne de paysans en Kabylie : « Le plus grave, c'était cette tristesse qui suintait des murs ; ces ânes lents qui descendaient les pentes, ces bœufs somnolents, et ces femmes chargées qui semblaient s'acquitter sans

joie d'une corvée insipide qu'elles avaient tout le temps de finir. Il semblait qu'ils avaient devant eux l'éternité, alors ils ne se pressaient pas ; on aurait dit que les hommes et les femmes n'attendaient plus rien, à les voir si indifférents à la joie. [...] Il y avait partout comme un avilissement, une fatigue de vivre, et n'était le respect dû à leur ancêtre aimé de Dieu, c'était à se demander si, aux prières de nos marabouts, la baraka du grand saint ne restait pas muette, comme s'il ne nous aimait plus, sourde, comme si elle n'entendait plus nos voix.»

L'Algérie est, d'abord, un immense espace rural. Et la terre est la plus longue mémoire de l'histoire algérienne. Dépositaire impassible des habitats détruits, des instruments de travail, du déplacement des populations, elle enferme beaucoup de ses secrets ; elle permet de suivre la respiration des civilisations successives ; elle englobe presque tout : la sueur des hommes et la propriété du sol, la féodalité instituée depuis longtemps et l'allégeance des familles, l'impôt et l'État lointain, la religion, la sorcellerie ou le culte de saints locaux, les marabouts...

Jusqu'en 1914, la colonisation française a lié son avenir économique presque uniquement à l'agriculture. Colonisation et colonisation agricole devinrent synonymes, au point que le mot « colon »,

en métropole, désignait surtout l'ensemble des habitants européens des colonies, alors que le mot signifiait, pour les Européens d'Algérie, les seuls agriculteurs.

Avant l'arrivée des Européens, l'Algérie ignorait la propriété privée. Elle ne connaissait qu'une hiérarchie compliquée de droits d'usage, lesquels se décomposaient en deux grandes catégories : les droits du bey en sa qualité de souverain, et les droits des tribus.

Après la conquête, l'État français, héritier des droits de souveraineté, saisit les terres du bey, puis les partage et les distribue aux colons français. Les mesures de « cantonnement » prises entre 1847 et 1863 ont pour objectif de rendre des terres disponibles pour la colonisation. Les tribus deviennent « propriétaires des territoires dont elles ont la jouissance permanente et traditionnelle », précise le sénatus-consulte du 22 avril 1863. Cet acte légal détruit d'un seul coup la pyramide des droits qui avaient assuré jusqu'alors la subsistance du modeste cultivateur en empêchant que la terre circule librement.

L'application des lois françaises sur la propriété privée de la terre s'accompagne d'un programme de démembrement des grandes tribus. En temps de famine, celles-ci ne peuvent plus procéder aux

distributions gratuites des réserves de grains provenant des dons et impôts de leurs sujets tribaux. La loi de 1863 met également fin aux distributions de bienfaisance des « loges » religieuses locales (zaouïas) tirant leurs ressources des biens « habbous », c'est-à-dire des terres religieuses exploitées de façon collective. Ces propriétés, une fois devenues terres privées, se trouvent jetées sur le marché. Ainsi disparaît tout un ensemble de défenses économiques vitales, laissant, en temps de disette, la population rurale totalement dépendante des prêteurs et des marchands de crédit.

La population musulmane, estimée à environ trois millions de personnes au moment de l'arrivée française, stagne entre 1830 et 1860 (sous l'effet de la guerre de conquête et de la déstructuration agricole), pour passer à trois millions et demi en 1891 et atteindre près de cinq millions en 1921. Dans les campagnes algériennes, la révolte d'El-Mokrani, en 1871, en Kabylie, est la dernière grande tentative de résistance armée pour une période d'environ quatre-vingts ans. Dans le monde rural, l'hostilité à la présence française se perpétue toutefois sous une forme voilée, latente. Mais il survit une aristocratie indigène qui fait cause commune avec les Français, et dont certains membres deviennent les administrateurs de la population rurale, au nom de

l'État français. Pour avoir une idée de l'importance de cette couche dirigeante, il faut savoir qu'au moment où éclate l'insurrection de 1954, 600 propriétaires musulmans possèdent chacun plus de 500 hectares.

Peuplement, défrichement, nouveaux villages, esprit d'entreprise, hausse des rendements céréaliers, essor de la vigne..., l'arrivée des Français dans les campagnes bouleverse tout un univers. Les lois du 26 juillet 1873 (loi Warnier) et du 22 avril 1887 permettent aux Européens d'acquérir ou de porter leurs possessions à 400 000 hectares. Entre 1871 et 1919, quelque 870 000 hectares sont livrés aux colons. Ceux du département d'Alger réussissent à quadrupler leurs possessions durant cette période. Depuis le début de la conquête jusqu'en 1919, les musulmans avaient perdu 7,5 millions d'hectares, que l'État et les particuliers (colons) ainsi que des grandes sociétés capitalistes s'étaient partagés. Le secteur « moderne » agricole se concentre dans la région la plus favorable de l'Algérie : le Tell (98 % des spoliations).

Dans l'entre-deux-guerres, la production de l'agriculture « européenne » est soutenue par une politique de crédits, un vaste programme d'irrigation, la construction de barrages, de routes et de chemins de fer. Plusieurs grands barrages sont

édifiés. Les chemins de fer algériens, en 1940, avec leurs 4 917 kilomètres de lignes, constituent un réseau dont la grande artère reliant la frontière du Maroc à la frontière de la Tunisie représente près du tiers (1 300 kilomètres). Cette période voit le triomphe de la grande colonisation, résultat d'une profonde évolution de la propriété coloniale. En 1930, il n'existe plus que 26 000 propriétaires « européens » ; 20 % d'entre eux possèdent alors 74 % du domaine agricole individuel (hors grandes sociétés). Au total, y compris femmes et enfants, la population agricole « européenne », en diminution constante, tombe à 93 000 en 1954.

Les techniques en céréaliculture, viticulture, arboriculture font des progrès considérables. La mécanisation se développe, en particulier avec les moissonneuses-batteuses. Les surfaces consacrées à la vigne s'accroissent considérablement entre 1929 et 1935 : de 226 000 à 400 000 hectares. La vigne devient le premier revenu de l'Algérie, la base de l'économie coloniale, aux dépens des cultures vivrières et de l'élevage : la vigne a chassé le mouton, elle a chassé la forêt et le palmier nain.

La crise mondiale de 1930 secoue fortement l'Algérie, et le processus de « modernisation » agricole entraîne le déplacement de centaines de milliers de paysans vers les hauts plateaux, où les terres,

moins bonnes, sont soumises à une forte érosion. Ce refoulement sur des terres plus arides entraîne une diminution des productions vivrières ; la production de céréales diminue de 20 % entre 1880 et 1950. Entre le début du siècle et 1954, la population a doublé en Algérie. Il s'est constitué un « trop-plein rural » qui n'a pu être absorbé par les centres industriels, trop peu importants. Par ailleurs, la mécanisation de l'agriculture a entraîné une réduction constante de l'emploi. Qu'est devenue cette masse sans cesse grandissante ? D'après le recensement de 1950-1951, 160 000 ouvriers agricoles permanents (Algériens musulmans) travaillent 250 journées par an chacun, pour un salaire annuel de 75 000 francs de l'époque ; 400 000 travailleurs temporaires travaillent 90 jours par an en moyenne, pour un gain annuel de 20 000 à 25 000 francs.

En 1954, le revenu individuel moyen annuel de l'agriculteur algérien musulman est évalué à 22 000 francs, contre 780 000 francs pour l'agriculteur européen. Dans le secteur moderne des plaines littorales (plaines d'Oranie, Mitidja, Constantinois), il existe un véritable prolétariat rural, constitué par les ouvriers permanents et les saisonniers, pour qui la principale ressource est le salaire, en argent ou en nature. Agglutinés près des villages, ils trouvent leur subsistance dans l'élevage (notamment de chèvres

et de volaille) et la vente intermittente de leur force de travail (ramassage des légumes secs, emplois domestiques).

La misère pousse à la mobilité. Du village, une partie des paysans passe à la ville régionale ou s'en va vers les grandes villes du littoral grossir les bidonvilles où des populations misérables vivent d'expédients. Mais cette masse n'est pas stabilisée. Souvent, d'ailleurs, certains de ses membres se détachent du bidonville lorsqu'ils ont trouvé un emploi à la ville, ou émigrent.

À la veille de la guerre d'Algérie, la participation de la paysannerie au monde urbain s'opère par l'intermédiaire des associations religieuses, nouvelles formes d'organisation au sein de la religion traditionnelle.

L'islam, installé solidement en Algérie depuis le VII^e siècle, reste la seule « patrie » de référence idéologique pour la masse des paysans musulmans. Toute une série de confréries religieuses qui encadraient la société continuent de faire contrepoids à la présence française.

L'Algérie demeure aussi liée au reste du monde arabo-islamique grâce à un flux incessant de journaux, de livres et de revues ; grâce, aussi, au pèlerinage à La Mecque. Le patriotisme rural algérien s'exprime par la poésie populaire, où émerge la

volonté de chasser un jour le maître étranger. Il trouve aussi sa place dans le traditionnel mahdisme, l'attente de l'envoyé de Dieu, du *mahdi* (le « bien-dirigé »), du *moual es-sa'a* (le « maître de l'heure »).

Pour autant, le mouvement indépendantiste est-il véritablement enraciné dans les campagnes ? Les militants de la plus importante formation indépendantiste, le PPA-MTLD de Messali Hadj, sont surtout actifs dans les villes ou à la périphérie des centres urbains, et ils ont du mal à se faire entendre des paysans. Les oulémas, opposés à toute forme segmentaire d'un islam cristallisé autour de sanctuaires et de saints locaux, ont-ils plus d'audience ? Ils vont tenter de s'implanter dans les campagnes et combattre le « maraboutisme ». Ces « docteurs de la loi », représentant l'orientation jacobine et centralisatrice, défendent l'identité culturelle sous une forme exclusivement arabo-musulmane. Des cercles culturels, des medersa (collèges dépendant de l'autorité religieuse), des associations de bienfaisance portent la parole ouléma. Ce mouvement, parti des anciennes villes de l'intérieur (Tlemcen, Constantine, Nedroma...), couvre les campagnes d'associations de toutes sortes, avec en particulier les boy-scouts.

La prédication égalitaire des oulémas va refléter l'idéal du petit fellah et le « rêve » d'une réforme

agraire donnant à chacun une part égale. Elle correspond à une phase primitive du nationalisme dans les campagnes : chaque jacquerie paysanne exprime le désir de prendre la terre du « roumi », de l'Européen. Et, progressivement, les indépendantistes radicaux reprendront cette aspiration dans leur propagande politique.

À la fin de l'été 1954, le 9 septembre, un violent séisme vient endeuiller l'Algérie, et tout spécialement la région comprise entre Orléansville, lieu de l'épicentre du séisme, Ténès et Miliana. De nombreux villages sont entièrement rasés. Le lendemain, un premier bilan, provisoire, fait état de 596 morts et 1 827 blessés. Le correspondant du *Monde* décrit la panique qui règne sur place le 10 septembre 1954 : « Ce n'est qu'un long cortège de voitures hétéroclites avec lesquelles les habitants procèdent à des déménagements hâtifs. Des scènes rappelant celles de l'exode de 1940 se déroulent sur les routes, ordinairement peu fréquentées. Hommes, femmes et enfants, avec bien souvent leurs troupeaux, leurs ballots, fuient les lieux du sinistre... »

Ce tremblement de terre, terrible, est comme un drame annonciateur d'autres tragédies à venir. Dans deux mois commencera la guerre d'Algérie.

Pour en savoir plus :
Misère dans le bled

Benhachenhou Abdellatif, *Formation du sous-développement en Algérie, 1830-1962*, Alger, Imprimerie commerciale, 1978, 394 pages.

Berque Jacques, *Le Maghreb entre deux guerres*, Seuil, 1962, 444 pages.

Bourdieu Pierre, *Algérie 60, structures économiques et structures temporelles*, Minuit, 1977, 128 pages.

Charnay Jean-Paul, *La Vie musulmane en Algérie*, PUF, 1991, 429 pages.

Julien Charles-André, *L'Afrique du Nord en marche*, préface d'Annie Rey Golzeiguer, Paris, Omnibus, 2002, 488 pages.

Launay Michel, *Paysans algériens, la terre, la vigne, les hommes*, Seuil, 1963, 432 pages.

Rivet Daniel, *Le Maghreb à l'épreuve de la colonisation*, Hachette, 2002, 460 pages.

Stora Benjamin, *Messali Hadj*, Hachette, 2004, 299 pages.

Conclusion

La guerre commence en Algérie

Le calme trompeur de l'Algérie

Le 30 octobre 1954, Pierre Mendès France, président du Conseil, évoque une « autre France » dans ses fameuses « causeries radiophoniques » : « C'est de notre France d'outre-mer que je veux vous parler ce soir. Avec les territoires d'outre-mer, la France est, en vérité, un très grand État. [...] Partout, les autochtones ont la jouissance des droits civiques. Au Parlement, les populations d'outre-mer sont représentées par des députés et des sénateurs qui y ont acquis une large influence. » Certes, Pierre Mendès France évoque là une avancée notable, mais largement insuffisante et les inégalités restent pesantes. La nouvelle Assemblée algérienne conserve le double collège : le premier comprend 464 000 citoyens de statut civil français et 58 000 musulmans.

Le second rassemble 1 500 000 électeurs musulmans. La population dans toute l'Algérie est alors composée de 922 000 Européens et de 7 860 000 musulmans. Ces derniers sont donc huit fois plus nombreux dans un pays considéré comme une autre France.

Bien sûr, l'implantation française est visible au quotidien à Alger comme dans le reste du territoire, mais les paradoxes le sont tout autant. Bourgs, villages et lieux-dits portent des noms tels que Saint-Arnaud, Kleber ou Gastonville. Leurs allées sont bordées de platanes. Sur les places centrales, l'église fait face à la mairie et la poste n'est jamais loin de l'école où se lit la devise républicaine : « Liberté, égalité, fraternité ». Mais dans les cours de récréation, les enfants qui y jouent comptent beaucoup plus de « petits Européens » que de « musulmans ». Pourtant, un effort de scolarisation avait bel et bien été entamé depuis 1945, mais il est déjà trop tard. La devise républicaine est en passe de se retourner contre la France. Ce qu'ont fort bien compris les dirigeants et militants du nationalisme algérien, qui, en 1954, connaissent l'histoire déjà très ancienne des formations qui ont revendiqué l'indépendance de l'Algérie.

Une histoire déjà ancienne

Le 1^{er} novembre 1954, une organisation, jusqu'à inconnue, revendique toutes les opérations militaires : le Front de libération nationale (FLN). Cette « rébellion » est dirigée de l'intérieur par six hommes issus du Parti du peuple algérien (PPA), Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), qui compte dans ses rangs près de 20 000 militants. Tous évoluent, depuis plusieurs années, dans la lutte politique prônée par ce parti et les organisations animées depuis les années 1920 par Messali Hadj, l'Étoile nord-africaine (ENA) proclamée en 1926, le PPA en 1937 ou le MTLD lancé en 1946. C'est sur cette longue histoire qu'il faut revenir pour comprendre l'explosion de novembre 1954.

Après la première guerre mondiale, les premiers immigrés algériens arrivent en France, chassés par la misère et la promesse de plus grandes libertés politiques (l'Algérie sous statut colonial est difficile pour la vie quotidienne des « indigènes » musulmans). À cette époque de l'entre-deux-guerres, les Kabyles sont les plus nombreux en situation d'exilés, et il n'est donc pas étonnant de les trouver en position de force dans la première organisation indépendantiste, l'Étoile nord-africaine. Fondée à Paris en 1926 avec le soutien actif du PCF, l'association

affirme que « son but fondamental est la lutte pour l'indépendance totale de chacun des trois pays : Tunisie, Algérie et Maroc, et l'unité de l'Afrique du Nord ». L'ENA est dirigée par Messali Hadj, fils d'une famille d'artisans et de cultivateurs, né en 1898 à Tlemcen, ville située dans l'ouest du pays. Elle est dissoute au mois de novembre 1929 par le gouvernement français, accusée de propagande subversive contre la colonisation. Elle groupe alors 3 600 militants. En juin 1933, l'ENA se reconstitue. Ses nouveaux statuts adoptent l'interdiction de la double appartenance avec le PCF, elle rompt avec l'organisation communiste. L'organisation, qui prévoit toujours la conquête de l'indépendance de l'Afrique du Nord, soutient pourtant le mouvement vers le Front populaire, mais se montrera très vite inquiète, puis déçue, de l'attitude de ses représentants vis-à-vis du problème colonial. Opposée au fameux projet Blum-Viollette qui vise à accorder l'égalité politique à une faible proportion de la population algérienne (environ 21 000 personnes, titulaires de certains diplômes, de certains grades ou distinctions militaires), l'ENA est à nouveau dissoute le 29 janvier 1937. Cette dissolution de l'association, qui comptait en 1937 près de 5 000 militants, répartis dans les régions parisienne et lyonnaise, les Bouches-du-Rhône (quelques noyaux importants commencent

à exister dans l'Est), clôt une période et en ouvre une autre. En effet, même si c'est encore en France, à Nanterre, que le 11 mars 1937 Messali Hadj annonce devant 2 000 travailleurs immigrés algériens qu'il vient de déposer, avec Abdallah Filali, les statuts du nouveau parti, le Parti du peuple algérien (PPA), le centre de gravité de la lutte politique se déplace. Le transfert du siège de la nouvelle organisation à Alger à l'été 1937 indique bien plus qu'un simple déplacement géographique. Désormais, priorité est donnée à l'action politique sur le sol algérien même.

Les crises du PPA-MTLD

Si l'Algérie est « calme » en 1954, c'est en grande partie parce que la principale organisation nationaliste est paralysée par de graves luttes internes. En 1946, le PPA se reconstitue en MTLD. En 1948-1949, la majorité de la direction de la fédération de France de celui-ci adopte des positions défendant l'identité berbère, et critique le sens jugé trop « arabe et islamique » donné à l'orientation générale du parti. Du coup, la fédération de France se retrouve placée au premier rang des préoccupations de la direction qui décide l'envoi de responsables pour rétablir, « normaliser » la situation. Plusieurs dizaines de cadres de l'immigration algérienne en France

sont exclus de l'organisation nationaliste. C'est à partir de la revendication à l'autonomie d'une « culture héritée d'un long et glorieux passé », à partir de titres transmis par l'histoire, que le mouvement dirigé par Messali Hadj s'efforce de légitimer la revendication de l'indépendance. Dans ce sens, l'arabo-islamisme apparaît comme un retour aux sources de la morale ancestrale. Centralisateur, il tend à lutter contre le particularisme, notamment linguistique. En 1949, les partisans de la culture berbère, taxés de « berbéro-matérialistes », sont écartés des postes de direction.

Cette première crise étouffée, une autre de plus grande ampleur va surgir et se développer. En décembre 1952, Messali Hadj, assigné à résidence à Niort, ouvre l'affrontement avec la majorité des membres du comité central (nommés, à l'occasion, « centralistes ») en faisant de la fédération de France son bastion. L'accusation de réformisme est proférée à leur encontre. Il les accuse de n'avoir pas protégé les militants clandestins de l'OS (Organisation spéciale), branche paramilitaire créée en 1947. La plupart d'entre eux avaient été arrêtés en 1950. La bataille est ouverte entre les deux tendances (« messalistes » et « centralistes »), et se dénoue en scission au congrès de Hornu en Belgique, tenu par les messalistes le 13 juillet 1954.

La sécheresse du résumé ne laisse guère deviner la violence des délibérations et des affrontements. Ceux-ci préfigurent les combats tragiques, particulièrement meurtriers, qui vont opposer les militants messalistes au FLN pendant la guerre d'Algérie.

La crise de la plus importante organisation nationaliste algérienne se développe alors que le cours des événements internationaux met plus que jamais à l'ordre du jour l'indépendance des colonies. Le 2 février 1952, à Paris, s'élabore un pacte des organisations nationalistes pour l'indépendance du Maghreb. Le 23 juillet 1952, en Égypte, un coup d'État militaire annonce l'émergence de Gamal Abdel Nasser. À la fin de cette même année, du 7 au 13 décembre, des émeutes populaires éclatent à Casablanca, à la suite de l'assassinat de Ferhat Hached, leader de l'UGTT en Tunisie. Dans ces deux pays voisins, l'épreuve de force avec la France est engagée. Le 20 août 1953, Mohammed V est déposé ; cette initiative des autorités coloniales françaises précipite une situation qui se dénouera le 2 mars 1956 par l'indépendance du Maroc, et le 20 mars 1956 par celle de la Tunisie. Mais surtout, le 7 mai 1954, c'est la chute de Diên Biên Phû, en Indochine, qui sonne le glas de toute une époque. S'ouvre ainsi un processus de désagrégation de l'Empire colonial français.

Alors que la bataille fait rage entre messalistes et centralistes, une nouvelle « tendance » se crée en mars 1954 pour le déclenchement de l'action immédiate. Il s'agit du Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (CRUA), qui donnera naissance au FLN (Front de libération nationale). Celui-ci lancera l'insurrection du 1^{er} novembre 1954, qui inaugure la guerre d'indépendance algérienne.

Les hommes de novembre

La « rébellion » sera donc dirigée de l'intérieur de l'Algérie par six hommes : Larbi Ben M'Hidi, Didouche Mourad, Rabah Bitat, Krim Belkacem, Mohamed Boudiaf, Mostefa Ben Boulaïd. La représentation extérieure au Caire est assurée par Hocine Aït Ahmed, Ahmed Ben Bella et Mohamed Khider. Tous se sentent très concernés par l'activité ancienne de l'OS, branche armée du PPA-MTLD qui prônait une stratégie de rupture avec la présence française. Ce sont donc les jeunes activistes, adeptes de la lutte armée, qui vont jeter les bases du FLN, et s'affronter violemment avec le vieux leader du PPA-MTLD, Messali Hadj, qui fonde le Mouvement national algérien (MNA) en décembre 1954.

Dans la direction de ce courant « activiste », le plus jeune (Omar Belouizdad) a 26 ans en 1954, le plus âgé (Mostefa Ben Boulaïd), 37 ans. Un seul

de ces leaders, Mohamed Khider (âgé de 42 ans en 1954), qui a rejoint le groupe à la veille du 1^{er} novembre, a connu l'Étoile nord-africaine, la première organisation indépendantiste, en 1936 ; il a été mêlé à l'affaire du hold-up de la poste d'Oran organisé en 1949 par l'OS (Organisation spéciale, la branche du PPA-MTLD, chargée de préparer une insurrection militaire, qui sera démantelée par la police française en 1950 et 1951). Ce fait n'est pas sans importance car ce qui les soude, c'est que tous, sans exception et quel que soit leur âge, ont fait partie de l'OS, ont dû fuir, se cacher, pour éviter la répression. Le sens qu'ils donnent à la transmission de l'héritage légué par les pionniers du nationalisme se résume dans le recours à l'action directe. De nombreux cadres activistes du PPA appelés à jouer un rôle « historique » dans la conduite ultérieure de la « révolution algérienne » sont issus de grandes familles, touchées elles-mêmes par le classement social général à l'œuvre dans la société algérienne.

Hocine Aït Ahmed, né le 20 août 1926 à Aïn-el-Hammam (ex-Michelet), est issu d'une grande lignée maraboutique de Kabylie. Larbi Ben M'hidi, né en 1923 au douar El Kouahi dans le Constantinois, près d'Aïn M'Lila, provient d'une famille maraboutique, notables des hautes plaines constantinoises.

Mohamed Boudiaf, né le 23 juin 1919 à M'Sila dans le Hodna, est issu d'une famille aisée déclassée par la décolonisation. Krim Belkacem, né le 14 décembre 1922 au douar Aït Yahia près de Dra El-Mizan en Kabylie, est le fils d'un garde champêtre, Hocine Krim, qui finit par être nommé petit caïd. Ces quatre dirigeants, éminemment connus, qui adhèrent au PPA pendant la seconde guerre mondiale et vont rapidement accéder à d'importantes responsabilités, ont tous entrepris des études les conduisant à la première partie du bac pour Hocine Aït Ahmed, au collège de Bou Saada pour Mohamed Boudiaf, à des études d'art dramatique pour Larbi Ben M'Hidi, au certificat d'études pour Krim Belkacem. Des études qu'ils arrêtent au moment de l'entrée en politique, marquée par le passage dans la clandestinité. Si les fils de grandes familles rurales sont touchés par la propagande indépendantiste, il existe aussi des nationalistes appartenant à la catégorie des notables, et ce dès l'entre-deux-guerres. Exemples particulièrement rares, mais qui méritent également d'être relevés car traduisant le passage, à la campagne, d'une situation de résistance à l'étranger, au sentiment national moderne. Un responsable très connu, Mostefa Ben Boulaïd, traduit bien la présence de cette catégorie sociale à la direction du courant indépendantiste. Né en 1917, il est fils de

petits propriétaires fonciers, et devient meunier de profession. Il sera un membre fondateur du CRUA (Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action) en avril 1954 qui donnera naissance au FLN; il mourra au combat en 1956.

Vivant au milieu d'activités variées, soupçonnant l'évasion possible hors de leur condition sociale par les études qu'ils entreprennent ou les fonctions qu'ils occupent, les nouveaux dirigeants activistes découvrent d'autres mœurs, d'autres possibilités d'action politique. Plus « critiques », plus « raisonnables » que les vétérans de la lutte nationaliste des années 1930, la recherche de raccourci politique prédomine dans leurs analyses. Le lent travail collectif, patient, leur paraît dépassé. Le tournant de 1945, marqué par les massacres de Sétif, joue pour eux plus un rôle d'accélérateur que de révélateur, et précipite la mise en retrait du groupe construit dans l'entre-deux-guerres autour de Messali Hadj. Ce dernier, qui avait impulsé les premières organisations indépendantistes, est encore le véritable chef charismatique du mouvement national algérien. Il ne voit pas l'émergence de ceux qui ne croient plus à l'action politique classique (grèves, pétitions, manifestations...). Les « activistes » de son parti préconisent le recours à la lutte armée pour sortir de l'impasse coloniale.

Ces «six chefs historiques» créent le Front de libération nationale (FLN) et décident le déclenchement de l'insurrection contre la France. La longue guerre pour l'indépendance de l'Algérie va commencer...

Table des matières

Chronologie – 1954 en Algérie, en France, au Maghreb.....	7
Introduction – Une chute au ralenti.....	11
Alger à la veille de la tourmente.....	17
Veillée d'armes en Kabylie.....	33
Une famille juive de Constantine.....	45
Un pharmacien à Sétif.....	57
Oran, la ville où Camus s'ennuie.....	69
Misère dans le bled.....	81
Conclusion – La guerre commence en Algérie	93